



Secrétariat

Distr.
RESTREINTE

ST/SG/AC.10/C.3/18
29 juillet 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE D'EXPERTS EN MATIERE DE TRANSPORT
DES MARCHANDISES DANGEREUSES

Sous-Comité d'experts du transport
des marchandises dangereuses

RAPPORT DU SOUS-COMITE D'EXPERTS SUR SA NEUVIEME SESSION
(Genève, 4-15 juillet 1994)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
PARTICIPATION	1
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	2 - 4
ELECTION DU BUREAU	5
QUESTIONS ADMINISTRATIVES	6
MATIERES (EXPLOSIVES) DE LA CLASSE 1	7 - 23
REMANIEMENT DU MANUEL D'EPREUVES ET DE CRITERES	24 - 42
CRITERE RELATIF A LA DIVISION 5.1 (MATIERES COMBURANTES SOLIDES ET LIQUIDES)	43 - 53
EXAMEN DU CHAPITRE 12 ET DES TABLEAUX RELATIFS AUX CITERNES MULTIMODALES	54 - 70
MATIERES (GAZEUSES) DE LA CLASSE 2 (Y COMPRIS LES TRAVAUX DE L'ISO SUR LES NORMES APPLICABLES AUX BOUTEILLES A GAZ ET A L'ASSURANCE DE QUALITE)	71 - 88
MATIERES (CORROSIVES) DE LA CLASSE 8 (Y COMPRIS LES METHODES D'EPREUVE POUR DETERMINER LA CORROSION DES METAUX)	89 - 90

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s
INSCRIPTION ET CLASSEMENT	91 - 125
REVISION FORMELLE DU CHAPITRE 3	126
LISTE SYSTEMATIQUE DES RUBRIQUES (EXTENSION DE L'APPENDICE A)	127 - 131
QUESTIONS RELATIVES AUX EMBALLAGES ET AUX GRANDS RECIPIENTS POUR VRAC	132 - 147
REVISION DU CHAPITRE 15 (MARCHANDISES DANGEREUSES EN PETITES QUANTITES)	148 - 152
PRESCRIPTIONS APPLICABLES A LA SEPARATION DES MARCHANDISES DANGEREUSES	153 - 159
ACTIVITES DU GROUPE DE COORDINATION DU PISSC CONCERNANT L'HARMONISATION DES SYSTEMES DE CLASSEMENT ET D'ETIQUETAGE	160 - 182
MATIERES DANGEREUSES POUR L'ENVIRONNEMENT	183 - 192
RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS	193 - 196
DIVISION 6.2 (MATIERES INFECTIEUSES)	197 - 205
QUESTIONS DIVERSES	206 - 223
TRAVAUX FUTURS	224 - 225
ADOPTION DU RAPPORT	226

* * * * *

Annexe 1 : Projet d'amendements aux Recommandations ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.1

Annexe 2 : Rapport du Groupe de travail sur le
remaniement du Manuel d'épreuves et
critères (Introduction générale et
première partie) ST/SG/AC.10/C.3/R.18/Add.2

Annexe 3 : Rapport du Groupe de travail sur le
remaniement du Manuel d'épreuves et
critères (deuxième et troisième
parties) ST/SG/AC.10/C.3/R.18/Add.3

Annexe 4 : Projet de chapitre 12 révisé
(paragraphe 12.1 à 12.23.2) (tel qu'il
a été élaboré par le Groupe de travail
sur les citernes mobiles) ST/SG/AC.10/C.3/R.18/Add.4

RAPPORT

PARTICIPATION

1. Le Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses a tenu sa neuvième session du 4 au 15 juillet 1994. La session a rassemblé des experts des pays suivants : Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et Suède. Les observateurs de l'Autriche, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Iran (République islamique d') et de la Suisse y ont pris part en vertu de l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social. Des représentants des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales suivantes étaient également présents : Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Commission des Communautés européennes (CCE), Office central des transports internationaux ferroviaires (OCTI), Organisation de coopération et de développement économiques. Des représentants de l'Association européenne des gaz de pétrole liquéfiés (AEGPL), de l'Association du transport aérien international (IATA), de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC), du Hazardous Materials Advisory Council (HMAC), du Syndicat européen des fûts en acier (SEFA), de la Confédération européenne des associations de fabricants de peintures, d'encre d'imprimerie et de couleurs d'art (CEPE) et de la European Fertilizer Manufacturers' Association (EFMA) ont pris part au débat lors de l'examen des points intéressant leur organisation.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Sous-Comité a adopté l'ordre du jour provisoire établi par le secrétariat (ST/SG/AC.10/C.3/17 et Add.1), après modification pour y inclure les documents présentés tardivement (document d'information INF.2). Le calendrier provisoire a aussi été adopté avec quelques légères modifications (ST/SG/AC.10/C.3/17/Add.2).

3. L'expert de l'Allemagne a demandé que l'examen du document ST/SG/AC.10/C.3/R.440 et -/Corr.1 sur le tableau d'ordre de prépondérance des caractéristiques de danger soit reporté au prochain exercice biennal; le Sous-Comité en a ainsi décidé.

4. Un fonctionnaire du secrétariat a annoncé que le document ST/SG/AC.10/C.3/R.555 (rapport du responsable de la Commission du développement durable au sujet des progrès enregistrés au sein du système de l'ONU et par deux autres organisations intergouvernementales dans l'application du chapitre 19 du programme Action 21) n'avait pas été publié, le rapport lui-même étant reçu du Programme des Nations Unies pour l'environnement très tardivement, après sa communication à la Commission. Un exemplaire en a été mis à la disposition de toutes les délégations.

ELECTION DU BUREAU

5. Le Comité d'experts, à sa dix-septième session, avait décidé que M. L. Grainger (Royaume-Uni) et M. J. Monteith (Canada) seraient réélus président et vice-président respectivement pour la période biennale 1993-1994 (ST/SG/AC.10/19, par. 216).

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

6. Le Directeur de la Division des transports de la Commission économique pour l'Europe, M. J. Capel Ferrer, a souhaité la bienvenue aux participants et les a informés que les Gouvernements de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, du Mexique et du Maroc s'étaient portés candidats pour devenir membres à part entière, et que leur candidature avait été approuvée par le Secrétaire général et par le Conseil économique et social (décision 1994/223). Par conséquent, le Comité et le Sous-Comité comptent désormais des experts de 19 pays.

MATIERES (EXPLOSIVES) DE LA CLASSE 1

Révision de la classe 1

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.483 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.565 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.582 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.588 (HMAC)

7. Le document -/C.3/R.483, présentant le rapport de la session du groupe de travail tenue à Washington, D.C., du 18 au 22 octobre 1993 (voir aussi le document ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 15 et 16) a servi de plate-forme du débat. Les 35 premières pages de la version anglaise ont été remplacées par un rectificatif informel, étant donné que le document original n'avait pas été paginé correctement. A côté des documents -/C.3/R.565, -/C.3/R.582 et -/C.3/R.588, des observations ont aussi été formulées par l'expert de la France (document informel No 19) et par les experts ou observateurs de sept pays (Australie, Norvège, Etats-Unis, Canada, France, Allemagne et Suède) comme en rend compte le résumé donné par l'expert du Royaume-Uni dans le document informel No 21.

8. Le Sous-Comité a jugé nécessaire de convoquer un groupe de travail à l'heure du déjeuner et le soir, pour revoir certaines méthodes d'emballage au sujet desquelles le consensus ne se dégageait pas facilement (voir aussi le paragraphe 23).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.362 (Fédération de Russie)

9. L'expert de la Fédération de Russie a présenté un rapport intérimaire sur le travail accompli en ce qui concerne la détermination du danger de passage de la déflagration à la détonation dans le cas des matières explosives (documents d'information Nos 20 et 29). Il a annoncé que, sur la base de données d'expérience et de résultats de simulations théoriques, une méthode

normalisée serait mise au point entre 1995 et 1997; cette méthode permettrait de déterminer le danger d'explosion en cas d'inflammation accidentelle de matières explosives emballées dans des sacs et chargées sur des véhicules.

10. Le Sous-Comité, notant que des rapports intérimaires seraient présentés pendant la période considérée, a invité l'expert de la Fédération de Russie, comme l'avait suggéré l'expert des Etats-Unis d'Amérique, à établir un lien entre ces résultats et le diagramme de décision pour le classement des matières et objets explosifs.

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.369/Rev.1 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.387 (Allemagne)

11. L'un et l'autre documents traitent du classement des mélanges de glycérine avec du lactose, du glucose ou d'autres sucres. Il a été proposé de classer ces mélanges dans les divisions 4.1 ou 1.2D (document -/C.3/R.369/Rev.1) ou dans les divisions 4.1 ou 1.4D (document -/C.3/R.387), selon les concentrations respectives de nitroglycérine et de sucre. L'expert de l'Allemagne a également présenté des commentaires dans le document d'information No 30. Plusieurs experts ont rappelé qu'en cas de feu, la nitroglycérine et le sucre se séparent et que le risque concerne donc l'explosion de nitroglycérine, qui ne peut être considérée comme une explosion en masse (division 1.1). Toutefois, le classement dans la division 1.2 impliquerait un risque de projection de fragments, ce qui n'est pas le cas, et ni la division 1.1 ni la division 1.6 ne conviennent réellement.

12. Dans le document d'information No 14, l'expert des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'avis que de tels mélanges devraient être traités comme de la nitroglycérine diluée, et, s'ils ne pouvaient être exemptés des dispositions de la classe 1 après avoir subi les épreuves de la série 6 (voir le paragraphe 4.4.5 des Recommandations), être considérés comme des matières relevant de la division 1.1D. Ce point de vue a été partagé par la majorité des membres du Sous-Comité, le classement dans la division 1.1D restant cependant à confirmer. Les documents -/C.3/R.369/Rev.1 et -/C.3/R.387 pourraient rester à l'ordre du jour en tant que documents de base, mais de nouvelles vues s'écarteraient de la position adoptée par le Sous-Comité devraient être étayées par de nouvelles données et de nouvelles communications.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.537 (Canada)

13. La proposition relative à l'adjonction d'une nouvelle rubrique pour les ensembles de détonateurs en tant qu'objets 1.4S a été adoptée, exception faite de la disposition spéciale, qui n'a pas été jugée nécessaire (voir l'annexe 1).

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.524 et -/R.525 (Allemagne)

14. Ces deux documents portent sur le classement du dinitrobenzène, mouillé avec au moins 52 % d'eau (en masse), et de l'acide picramique, mouillé avec au moins 30 % d'eau (en masse), dans la division 4.1, et sur un amendement à la disposition spéciale 28 visant à interdire les emballages métalliques pour les explosifs flegmatisés.

15. L'expert des Etats-Unis d'Amérique a noté que, conformément à la formule de renseignements fournie, les matières proposées n'avaient pas été soumises à la série d'épreuves 6, ce qui aurait dû pourtant être la première étape en vue de leur classement ailleurs que dans la classe 1. Il s'est également interrogé sur la question de savoir pourquoi les emballages métalliques pour des matières autres que ces deux matières seraient exclus. L'expert de l'Allemagne a accepté de présenter de nouvelles propositions une fois que les épreuves de la série 6 auraient été exécutées.

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.441 (Allemagne)
ST/SG/AC.10/C.3/R.562 (Royaume-Uni)

16. Le Sous-Comité a décidé de modifier la disposition spéciale 226 afin de préciser que les préparations de mononitrate-5 d'isosorbide (No ONU 3251) contenant au moins 30 % de flegmatisant non volatil non inflammable ne sont pas soumises aux dispositions des Recommandations (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.538 (Canada)

17. L'expert du Canada a retiré sa proposition relative au No ONU 0101 et s'est prononcé en faveur d'une autre proposition formulée par l'expert de l'Allemagne dans le document d'information No 31, laquelle a été adoptée par le Sous-Comité (suppression du mot "INSTANTANEE" et du synonyme "QUICKMATCH" (version anglaise); modification à apporter en conséquence dans le glossaire) (voir l'annexe 1). L'examen de la question de la détermination de la meilleure méthode d'emballage afin d'éviter des pertes de matières pulvérulentes a été confié au groupe de travail de la révision des méthodes d'emballage de la classe 1.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.588 (HMAC)

18. Le Sous-Comité a estimé que l'amendement proposé par le HMAC n'était pas nécessaire, car, selon l'interprète de la note 2 concernant la méthode d'emballage EP 16 (document ST/SG/AC.10/C.3/R.483), les emballages intérieurs ne sont pas nécessaires pour les explosifs de mines (de sautage) des types B (Nos ONU 0082 et 0331), D (No ONU 0084) et E (No ONU 0332), qui consistent en une matière explosive dans une enveloppe extérieure du type décrit dans le document du HMAC.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.482 (Allemagne, Norvège et Suède)

19. La proposition d'autoriser le transport de certaines matières de la division 1.1D présentant une faible sensibilité (ANFO, bouillies et émulsions) dans des GRV non métalliques a reçu l'adhésion de plusieurs experts, puisque divers pays utilisaient cette méthode de transport de longue date, pratiquée sans accident, pour de grands travaux aux explosifs, particulièrement là où l'industrie minière est importante.

20. D'autres experts étaient d'avis que les explosifs de la division 1.1D ne devraient pas être transportés dans des GRV ou qu'une telle méthode ne devrait pas être adoptée si ce transport ne s'effectuait qu'à l'échelon local. L'expert de la France a dit que certaines matières correspondant au No ONU 0241 avaient une sensibilité à l'amorce comparable à celle des

dynamites, relevant au No ONU 0081. D'autre part, l'expert du Canada a fait observer que ces matières étaient beaucoup moins sensibles à d'autres excitations (frottement, feu) que celles du No ONU 0081.

21. Il a été confirmé que ces matières de la division 1.1D étaient transportées dans des GRV non seulement localement et par voie terrestre, mais aussi à longue distance et par mer, du moins sur des parcours maritimes courts.

22. La proposition a été adoptée après l'inclusion d'une note précisant que seuls certains types d'explosifs de la division 1.1D (excluant les nitro-dérivés) pouvaient être transportés dans des GRV (voir l'annexe 1).

Révision des méthodes d'emballage

23. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction que le Groupe de travail chargé de la révision des méthodes d'emballage pour la classe 1 avait pu résoudre toutes les questions non consensuelles et avait préparé une liste exhaustive des modifications relatives au document -/C/3/R.483, qui ont été adoptées et annexées au présent rapport (voir l'annexe 1). Un document d'ensemble relatif à toutes les matières de la classe 1 devrait être établi pour la session du Comité, sous une présentation compatible avec celle qui est utilisée dans les Recommandations publiées. Le Président a rappelé qu'aucun débat de fond ne devrait normalement être consacré à ce document au cours de la session du Comité.

REMANIEMENT DU MANUEL D'EPREUVES ET DE CRITERES

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.474 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.475 (Royaume-Uni)

24. Ces documents contiennent les textes agréés par le Sous-Comité jusqu'à sa dernière session (voir également les paragraphes 6 à 14 et 25 à 34 ainsi que l'annexe 1 du document ST/SG/AC.10/C.3/16). Il a été décidé qu'un groupe de travail serait établi pour examiner le Manuel d'épreuves et de critères une fois que les nouveaux documents auraient été examinés par le Sous-Comité.

Introduction générale et Partie I

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.474 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.367 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.476 (Royaume-Uni)

25. Le document de base et les deux documents traitant d'amendements techniques à la Partie I et de modifications à apporter en conséquence aux Recommandations ont été confiés au groupe de travail pour examen.

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.527 (Secrétariat)
ST/SG/AC.10/C.3/R.547 (Etats-Unis)

26. L'examen de ces deux documents, dans lesquels on trouve une comparaison des trois versions de l'épreuve d'amorçage de la détonation par l'expert des Etats-Unis et des commentaires formulés par le Président du Groupe d'experts

international sur les risques d'explosion de matières instables relevant de l'OCDE (OCDE-IGUS) au sujet de l'épreuve d'amorçage de la détonation de l'ONU et sur l'épreuve temps/pression pour les liquides, a été confié au groupe de travail.

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.543 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.546 (Etats-Unis)

27. L'examen de ces deux documents, qui contiennent des exemples de résultats pour l'épreuve 5 b) ii) et des propositions visant à maintenir les cylindres en plomb et les plaques témoins en acier dans les épreuves 5 a) et 7 a), a été confié au groupe de travail.

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.494 (Inde)
ST/SG/AC.10/C.3/R.529 (secrétariat; proposition du Président du Groupe d'experts IGUS de l'OCDE)

28. Le Président a fait remarquer que les observations formulées dans ces documents étaient implicitement critiques à l'égard de l'épreuve 6 c) et des définitions données dans le chapitre 1 des Recommandations. Plusieurs experts ont reconnu que l'exécution de l'épreuve 6 c) et l'interprétation des résultats pourraient présenter des difficultés. D'autres experts ont estimé qu'il fallait davantage de temps pour examiner l'utilité des prescriptions révisées proposées pour l'épreuve 6 c) dans le document -/C.3/R.529, ainsi que leurs conséquences sur la classification actuelle. L'on a également rappelé que le Comité avait décidé que le remaniement consisterait en un travail rédactionnel qui ne devrait pas avoir d'incidence sur la classification existante. Comme le document -/C.3/R.494 portait sur la première version pour la Partie I du Manuel présentée dans le document -/C.3/R.370, son examen a été confié au groupe de travail afin qu'il détermine si cette version avait encore sa raison d'être dans le contexte du document -/C.3/R.474. L'examen du document -/C.3/R.529 a été confié au Comité en tant qu'élément de base pour un débat sur l'éventuelle inclusion d'une rubrique concernant la révision de l'épreuve 6 c) et son interprétation aux fins de la classification dans le programme de travail de la prochaine période biennale.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.382 (Allemagne)

29. L'on a estimé qu'il pourrait convenir d'ajouter le texte relatif au "chauffage sous confinement dans une caisse en acier" pour les quelques rubriques concernant des mélanges de nitroglycérine, mais l'on n'a pas jugé nécessaire d'inclure un tel texte dans le Manuel.

Manuel d'épreuves et critères, deuxième et troisième parties

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.475 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.476 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.477 (Pays-Bas)
ST/SG/AC.10/C.3/R.528 (secrétariat; commentaires du Président du Groupe d'experts IGUS de l'OCDE)

30. L'examen de ces documents a été confié au groupe de travail.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.553 (Allemagne)

31. La proposition visant à soumettre à des épreuves les liquides susceptibles de combustion spontanée de la division 4.2, groupe d'emballage II ou III, n'a guère suscité d'enthousiasme; le Sous-Comité a estimé d'une manière générale qu'il faudrait plus d'informations sur certaines matières soumises aux épreuves et sur les résultats des épreuves.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.385/Rev.1 (CEFIC)

32. Ce document, qui traite de l'exemption de certaines matières autoréactives de diverses prescriptions pour les emballages d'un volume pouvant aller jusqu'à 3 m³ ou 450 litres, était complété par des informations supplémentaires sur les résultats d'épreuves effectuées pour un pigment.

33. L'expert du Royaume-Uni a été d'avis que, pour le classement, il ne faudrait pas tenir compte du volume des matières transportées, car si tel était le cas, l'harmonisation générale des critères ne s'en trouverait pas facilitée.

34. La majorité a estimé cependant que les arguments avancés par le CEFIC étaient valables, et la proposition a été acceptée, après remplacement du mot "GRV" par "colis" dans la première phrase du paragraphe 14.5.5.2 proposé (voir annexe 1).

35. Une proposition de l'expert de l'Allemagne visant à prescrire que les colis exemptés soient chargés de telle manière que la libre circulation de l'air à l'intérieur de l'espace de chargement empêche une accumulation éventuelle de chaleur n'a pas été acceptée, la majorité ayant estimé qu'il ne serait pas logique d'imposer des conditions de transport pour des matières exemptées.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.557 (Pays-Bas)

36. Ce document sur l'épreuve H4 (épreuve de stockage avec accumulation de chaleur) a été renvoyé au groupe de travail.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.572 (CEFIC)

37. La proposition en question, relative à une méthode d'épreuves pour vérifier le fonctionnement des soupapes de décompression des conteneurs citernes pour peroxydes organiques, a été appuyée par les experts de l'Allemagne et des Pays-Bas, mais l'expert du Royaume-Uni a estimé que d'autres méthodes seraient tout aussi efficaces et qu'il n'était pas urgent d'adopter une telle épreuve.

38. L'expert du Royaume-Uni a fait remarquer que la question pourrait être examinée au cours de la prochaine période biennale. Pour sa part, l'expert de l'Allemagne a fait observer que la nécessité d'une telle épreuve venait de ce que l'on avait supprimé, dans le Manuel, l'épreuve à la bombe thermique (E4), et il a suggéré que le Sous-Comité recommande ce genre d'épreuves, même si

elles ne figurent pas dans les Recommandations. Il a été invité à présenter à cet égard une proposition écrite, et, en attendant, le document a été renvoyé au Comité.

Rapport du Groupe de travail sur le remaniement du Manuel d'épreuves et critères

39. Le Président du Groupe de travail, M. Groothuizen (Pays-Bas) a présenté les rapports de son groupe qui sont reproduits dans les annexes 2 et 3. Il a dit qu'une nouvelle session du Groupe de travail sur la première partie ne serait pas nécessaire mais que du travail restait à faire pour terminer le remaniement des deuxième et troisième parties du Manuel à la session du Comité.

40. La partie du rapport concernant l'Introduction générale et la première partie du Manuel a été approuvée ainsi que les propositions d'amendement aux documents -/C.3/R.474 et -/C.3/R.475 et les modifications indirectes aux Recommandations (voir l'annexe 2 sous la cote ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.2).

41. Le Groupe n'est pas parvenu à un accord sur la question concernant l'inclusion d'une méthode d'épreuve pour les comburants liquides (voir le document ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.3, par. 8); la question a par conséquent été renvoyée au Sous-Comité (voir le paragraphe 51).

42. Le Sous-Comité a adopté le reste du rapport du groupe concernant les deuxième et troisième parties du Manuel (voir l'annexe 3 sous la cote ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.3).

CRITERE RELATIF A LA DIVISION 5.1 (MATIERES COMBURANTES SOLIDES ET LIQUIDES)

Critères pour les matières comburantes solides

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.471 (France)
ST/SG/AC.10/C.3/R.480/Rev.1 (Japon)
ST/SG/AC.10/C.3/R.498 (Norvège)
ST/SG/AC.10/C.3/R.528 (Secrétariat; commentaires du président du Groupe IGUS/OCDE)

43. Outre les documents présentés, des résultats d'épreuves obtenus en appliquant les méthodes proposées dans les documents -/C.3/R.471 et -/C.3/R.528 ont été fournis par le CEFIC.

44. L'expert des Etats-Unis a estimé qu'il n'était pas absolument nécessaire de réviser l'épreuve actuelle pour les matières comburantes solides au cours de la présente période biennale, et il a proposé que la question soit renvoyée à la prochaine période biennale. Il a indiqué qu'il faudrait s'entendre d'abord sur les méthodes d'épreuve avant d'examiner la question des résultats d'épreuves.

45. Il a été rappelé que le Comité devrait terminer la révision du Manuel d'épreuves et de critères en décembre 1994, et la plupart des experts ont approuvé l'introduction d'une méthode d'épreuve révisée dans la nouvelle version du Manuel. En conséquence, les documents ont été renvoyés au Groupe

de travail du remaniement du Manuel d'épreuves et de critères. Le Sous-Comité a fait siennes les recommandations du groupe de travail (document ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.3, par. 6, 7 et 41).

Critères pour les matières comburantes liquides

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.480/Rev.1 (Japon)

ST/SG/AC.10/C.3/R.496 (Suède)

ST/SG/AC.10/C.3/R.534 (Norvège)

46. L'expert des Etats-Unis a indiqué que, comme pour les matières solides, il ne pensait pas que la mise au point définitive de cette nouvelle épreuve soit absolument nécessaire au cours de la présente période biennale.

47. Le Président a fait remarquer que la méthode d'épreuve pour les matières liquides était une méthode nouvelle et qu'il fallait donc l'examiner différemment et plus attentivement; si l'on ne parvenait pas à un accord sur cette question, le Comité pourrait décider de ne pas faire figurer un tel critère dans le Manuel. Toutefois, le Groupe de travail du remaniement du Manuel d'épreuves et de critères devrait être prié d'examiner les documents et de présenter les conclusions qui pourront se dégager des débats en son sein.

48. Plusieurs experts ont indiqué que des résultats d'épreuves étant déjà disponibles, ils approuveraient l'inclusion d'une nouvelle épreuve pour les matières comburantes liquides, même s'il fallait réviser prochainement une telle épreuve.

49. L'expert du Canada a fait savoir qu'il était favorable à la solution préconisée par le Japon, car la méthode d'épreuve ainsi proposée serait moins onéreuse que celle qui était présentée par l'expert de la Suède et donc plus facile à appliquer dans les pays en développement.

50. L'expert de la Belgique a fait remarquer que l'objectif de la méthode d'épreuve telle qu'il était décrit dans le document suédois -/C.3/R.496 (exprimer la possibilité pour une matière liquide de former un mélange déflagrant avec un combustible) ne correspondait pas vraiment à l'évaluation des propriétés comburantes d'une matière.

51. Les documents ont été renvoyés pour examen au Groupe de travail. Le Groupe de travail n'ayant pu parvenir à un consensus sur la question de l'inclusion d'une méthode d'épreuve pour les matières comburantes liquides (voir le paragraphe 41), trois questions ont été mises aux voix et il a été décidé que :

des méthodes d'épreuve et des critères étaient nécessaires pour les matières comburantes liquides;

des méthodes d'épreuve et des critères devraient être mis au point au cours de la présente période biennale et incorporés au Manuel remanié d'épreuves et de critères;

l'épreuve pression/temps proposée par la Suède dans le document -/C.3/R.496 est préférée à l'épreuve du tas conique proposée par l'expert du Japon dans le document -/C.3/R.480/Rev.1.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.535 (Norvège)
(Critère pour les mélanges de matières comburantes solides
et d'eau)

52. L'idée de simplifier le classement de ce type de mélange sur la base d'un pourcentage fixe d'eau (30 % pour le groupe d'emballage II et 20 % pour le groupe d'emballage III) a été accueillie avec satisfaction par plusieurs experts, qui ont estimé qu'il s'agissait là d'une solution pratique permettant d'éviter d'avoir à procéder à des épreuves. Toutefois, divers experts ont demandé des précisions quant aux pourcentages choisis et ont fait remarquer qu'il serait peut-être nécessaire d'améliorer le texte proposé. Le document a été renvoyé au Comité.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.499 (Norvège)
(No ONU 2426, NITRATE D'AMMONIUM LIQUIDE (solution chaude
concentrée))

53. La proposition visant à exempter certaines solutions a été acceptée avec quelques modifications (solutions contenant plus de 20 % d'eau, et uniquement si le nitrate d'ammonium reste en solution dans les conditions de transport) (voir l'annexe 1).

EXAMEN DU CHAPITRE 12 ET DES TABLEAUX RELATIFS AUX CITERNES MULTIMODALES

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.422 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.484 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.584 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.479 (Royaume-Uni)

54. Le Sous-Comité est convenu de réunir un groupe de travail au cours de la session pour mener à terme les travaux entrepris par le groupe de travail informel, qui s'est réuni à Londres, au siège de l'OMI, du 17 au 21 janvier 1994 (voir aussi le document ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 35 et 36, et annexe 2). Le groupe de travail a été prié d'étudier le rapport de la session de Londres, présenté par l'expert des Etats-Unis (-/C.3/R.484), et d'examiner en particulier les points restants (-/C.3/R.484, annexe 2), à la lumière de la comparaison approfondie entre les Recommandations de l'ONU et le Code IMDG (-/C.3/R.422).

55. Le groupe de travail a aussi été invité à examiner le document -/C.3/R.584 sur l'épreuve d'impact rail des citernes mobiles. Les épreuves de ce type sont prescrites en Amérique du Nord en raison des conditions d'exploitation, qui diffèrent de celles d'Europe occidentale (convois comportant un nombre beaucoup plus élevé de wagons); le groupe de travail devrait aussi garder présent à l'esprit que le chapitre 12 des Recommandations s'applique aux conteneurs-citernes multimodaux, c'est-à-dire aux citernes qui peuvent être acheminées dans toutes les parties du monde, et que de ce fait il faut envisager toutes les situations possibles.

56. Le groupe de travail a été prié d'envisager l'inclusion au tableau 12.2 de dispositions visant le transport du No ONU 1990 BENZALDEHYDE, sur la base du document -/C.3/R.479.

57. L'expert de la France a présenté un document informel qui serait soumis ultérieurement en tant que document officiel, constituant un texte de base pour la révision des dispositions relatives au transport des gaz par conteneurs-citernes multimodaux.

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.253 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.570 (OMI)
ST/SG/AC.10/C.3/R.587 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.591 (Etats-Unis)

58. Etant donné que tous ces documents concernaient des dispositions spécifiques applicables à des matières bien déterminées, le Sous-Comité a jugé qu'ils devraient être examinés à un stade ultérieur, peut-être au cours de l'exercice biennal suivant, lorsque la révision de la première partie du chapitre 12 aurait été menée à terme.

59. L'expert des Etats-Unis a dit que le document -/C.3/R.587 portait sur la mise au point d'une méthode rationalisée d'affectation des dispositions aux matières des classes 3 à 9.

60. L'expert des Etats-Unis a précisé que la proposition énoncée dans le document -/C.3/R.591 était la conséquence de travaux effectués après l'accident de Bhopal, la conclusion s'étant dégagée, après un examen approfondi, qu'une distinction devrait être établie entre les matières répondant aux critères de toxicité à l'inhalation du groupe d'emballage I ("sous-groupe A") et les autres matières toxiques du groupe d'emballage I ("sous-groupe B").

61. Le représentant du HMAC a fait observer que certaines des dispositions proposées par l'expert des Etats-Unis avaient des conséquences d'une grande portée (par exemple, la disposition relative à l'isolation des citernes transportant des matières toxiques du sous-groupe A) et que de ce fait elles devaient être étudiées de près. L'expert de l'Italie a dit qu'il fallait aussi examiner les pressions d'épreuve minimales proposées.

62. Le représentant de l'OCTI était d'avis que le groupe de travail devrait préparer une liste de tous les types possibles de citernes mobiles (et non seulement des types OMI I et II), afin que ceux-ci puissent être mentionnés facilement dans les tableaux relatifs aux citernes.

Rapport du Groupe de travail sur les citernes mobiles

63. Le Groupe de travail des citernes mobiles s'est réuni du 4 au 8 juillet 1994 sous la présidence de M. Schulz-Forberg (Allemagne), qui a présenté au Sous-Comité les résultats des travaux de ce groupe.

64. Le Groupe de travail a mis la dernière main à une première version d'un texte révisé de la Partie I, sections 12.2 à 12.23 (citernes mobiles pour matières des classes 3 à 9) du chapitre 12. Le Président du Groupe a signalé que des documents officiels avaient été présentés par l'expert de la France sur les besoins en matière d'épaisseurs équivalentes ainsi que par la Tank-Container Association du Royaume-Uni et par l'expert de l'Allemagne, mais que ces documents n'avaient pu être examinés par le Groupe. Il a suggéré que

les observations concernant cette première version soient soumises par écrit le moment venu, afin qu'elles puissent être examinées au cours de la seconde lecture.

65. Le Président du Groupe a mentionné trois questions particulières qui devraient être examinées plus avant :

- compatibilité des matières avec le matériau de la citerne, et manière de régler la question eu égard à la procédure d'homologation;
- possibilité de prévoir des exemptions au chapitre 12, et mention "AA" à faire figurer pour de telles exemptions dans le numéro d'homologation;
- certificats d'épreuve pour inspections périodiques.

66. S'agissant de la question de l'épreuve de sensibilité aux chocs ferroviaires (document -/C.3/R.584), le président du groupe a indiqué qu'une épreuve de sensibilité aux chocs "4g" devrait être considérée comme reproduisant les pires conditions de service et que, si une telle épreuve était jugée nécessaire pour les citernes mobiles, il faudrait également en tenir compte dans les modes opératoires pour tout type d'unité de transport multimodal, par exemple ceux qui sont prévus dans la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs (CSC) ou dans des normes telles que la norme ISO 1496-3. Le groupe envisageait deux possibilités pour les citernes mobiles : régler le problème au niveau des critères de conception ou mettre au point une épreuve dynamique; toutefois, il a estimé ne pas être en mesure de prendre une décision à ce sujet et a demandé que suffisamment d'informations générales lui soient fournies.

67. Le Groupe a recommandé d'adopter la proposition présentée dans le document -/C.3/R.479 visant à insérer dans le tableau 12.2 une entrée pour le transport de benzaldéhyde en citernes mobiles.

68. Le Sous-Comité a approuvé la première version établie par le groupe pour la Partie I du chapitre 12, ainsi que la nouvelle rubrique pour le benzaldéhyde dans ce même chapitre. Il a été décidé que le groupe serait convoqué à nouveau durant la première semaine de la prochaine session du Comité, pour un examen en deuxième lecture des textes approuvés jusque-là (voir l'annexe 4, sous la cote ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.4).

69. Le représentant du HMAC s'est demandé si la liste des matières pour le tableau 12.2 serait révisée pendant la session du Comité. L'on a réaffirmé que le travail concernant cette liste ne serait probablement achevé qu'au cours de la prochaine période biennale.

70. Le Président du Groupe ayant suggéré que les travaux concernant les prescriptions relatives aux citernes mobiles pour le transport de gaz liquéfiés pourraient débiter à la prochaine session du Comité et s'appuyer sur la comparaison effectuée par l'expert de la France, l'expert des Etats-Unis a fait remarquer que cela poserait des problèmes car divers experts devraient être inclus dans sa délégation. L'on est convenu que des discussions

préliminaires pourraient avoir lieu au moins sur des aspects particuliers concernant à la fois les citernes mobiles pour matières des classes 3 à 9 et celles qui sont utilisées pour transporter des gaz non réfrigérés de la classe 2. Le temps disponible pour un débat sur les citernes pour matières de la classe 2 dépendrait en fait des observations formulées au sujet de la version pour les classes 3 à 9 et des propositions présentées pour les gaz non réfrigérés.

MATIERES (GAZEUSES) DE LA CLASSE 2 (Y COMPRIS LES TRAVAUX DE L'ISO SUR LES NORMES APPLICABLES AUX BOUTEILLES A GAZ ET A L'ASSURANCE DE QUALITE)

71. Le représentant de l'ISO a présenté un rapport intérimaire (document d'information No 3) sur les travaux menés par le Comité technique ISO/TC58 "Bouteilles à gaz", particulièrement en ce qui concerne les bouteilles à gaz sans soudure rechargeables destinées à un usage mondial, les normes relatives à d'autres types de bouteilles à gaz, le programme d'assurance de qualité, les étiquettes de précaution apposées sur les bouteilles à gaz, la détermination de la toxicité des mélanges de gaz, la détermination de la corrosivité envers les tissus, la compatibilité entre gaz et matériaux. Il a confirmé que les normes concernant les étiquettes de précaution, la toxicité d'un mélange gazeux et corrosivité envers les tissus seraient achevées avant la fin de l'année. Toutefois, le Sous-Comité se rendait compte que les normes concernant d'autres questions ne seraient pas terminées avant la session du Comité et qu'il serait donc inopportun de s'y référer dans la neuvième édition révisée des Recommandations. Les documents préparés par l'ISO pourraient être examinés à fond au cours du prochain exercice biennal.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.495 (ISO)
(ISO DIS 10298 sur la détermination de la toxicité d'un gaz
ou d'un mélange de gaz)

72. Le Sous-Comité a noté que les critères utilisés correspondaient à ceux des Recommandations de l'ONU, bien qu'une contradiction fût constatée entre le paragraphe 3.1 (Exposition de vingt-quatre heures) et le paragraphe 3.2 (Exposition d'une heure) quant à la CL_{50} . La raison qu'il y avait de définir des sous-divisions (très toxique, toxique) a été mise en doute, ainsi que l'ordre des subdivisions (la catégorie très toxique aurait dû être désignée par "1").

73. Plusieurs délégations ont fait observer qu'il serait difficile de se référer à la norme, comme un tout, si le classement des matières figurant dans les tableaux ne correspondait pas au classement des Recommandations de l'ONU. En particulier, certaines matières énumérées n'étaient pas des gaz mais des liquides (par exemple, le tétrachlorure de silicium est une matière liquide de la classe 8, l'hexafluorure d'uranium appartient à la classe 7). Le nom du gaz énuméré ne correspond pas toujours à la désignation officielle de transport ONU.

74. Le Sous-Comité a recommandé que tous les experts se mettent en rapport avec leur membre national de l'ISO avant qu'une décision définitive puisse être prise au sujet de ce projet de norme.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.504
(Projet de norme ISO/DIS 13 338 sur la détermination de
la corrosivité des gaz ou mélange de gaz sur les tissus)

75. Plusieurs experts ont soulevé des questions quant au mode de détermination de la corrosivité et à la nature des critères appliqués pour la répartition dans les catégories C, C^T, nc, i, etc. Il a été constaté que la classification ne correspondait pas à celle qui s'appliquait dans les pays de l'Union européenne aux fins de la sécurité de l'utilisateur. La correspondance avec la classification aux fins du transport devrait aussi être vérifiée attentivement car on a noté que, dans le projet de norme, il n'existait pas de rapport entre la corrosivité et la toxicité alors que dans les Recommandations de l'ONU, un gaz corrosif était classé dans les gaz toxiques.

76. Le représentant de l'ISO a pris note des observations et dit que l'ISO était prête à coopérer activement afin d'assurer l'harmonisation et que la norme, si elle était publiée, pourrait être révisée à un stade ultérieur.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.451 (Secrétariat, au nom de la Réunion commune
RID/ADR)

77. Ce document avait déjà été examiné à la huitième session mais il avait été convenu de revenir sur certaines questions restées en suspens (voir le document ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 54, 61 et 63).

Indication de l'état physique

78. Le Sous-Comité est convenu que le mot "COMPRIME" devrait être ajouté à la désignation officielle de transport de tous les gaz comprimés, puisque ce mot représentait un risque physique lié à ces gaz. Il a aussi été décidé de supprimer le mot "LIQUEFIE" de la désignation officielle de transport des gaz liquéfiés, puisque ce mot ne comportait manifestement pas une indication essentielle quant à la sécurité.

Définition des gaz comburants

79. En se fondant sur les renseignements communiqués par l'ISO, à savoir que l'air n'est pas considéré comme une matière hautement comburante et que la norme ISO 10156 avait été mal interprétée par la Réunion commune RID/ADR, le Sous-Comité a décidé de ne rien changer à l'actuel paragraphe 1.17.2 d) des Recommandations et que le risque subsidiaire 05 ne s'imposait pas pour le No ONU 1002 (air comprimé). Le représentant de l'ISO a indiqué que la norme ISO 10156 serait révisée pour éviter d'autres interprétations erronées.

Classement des hydrocarbures gazeux et de leurs mélanges

80. La proposition du paragraphe 5 a été adoptée (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.548 (Australie)

81. La proposition d'admettre l'utilisation des numéros "R" en tant que désignation officielle de transport de remplacement a été adoptée, à condition que la désignation "R" soit précédée des mots "GAZ REFRIGERANT" (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.485 (CEFIC)

82. Dans cette proposition, le CEFIC se réfère à la norme ISO 5145:1990, où le chlore figure en tant que gaz hautement oxydant, c'est-à-dire doué d'un potentiel oxydant supérieur à celui de l'air, et à la norme ISO 10156:1990, où il est mentionné que de tels gaz entretiennent la combustion plus vigoureusement que l'air (conformément aux critères décrits au paragraphe 1.17.1 des Recommandations). Toutefois, le CEFIC doutait qu'une épreuve quelconque ait jamais été menée pour prouver que le chlore satisfait réellement aux critères. Le représentant du CEFIC a rappelé que le risque subsidiaire de la division 5.1 avait été retranché du Code IMDG en 1986 et qu'il devait y être réintroduit en 1987 à la suite d'une proposition des Pays-Bas (document -/C.3/R.72/Rev.2) présentée au Sous-Comité en 1990, sans être étayée par une formule de renseignement.

83. Le représentant de l'OMI a averti le Comité qu'il risquait d'être critiqué si les décisions prises deux ans auparavant venaient à être remises en question. L'expert de l'Allemagne a dit que l'EIGA travaillait à cette question et qu'il serait prématuré de modifier le classement. Toutefois, pour la majorité des experts, les propriétés comburantes du chlore correspondant à la définition des matières comburantes donnée dans les Recommandations n'étaient pas pleinement démontrées et il y avait lieu de supprimer le risque subsidiaire de la division 5.1. Si on pouvait trouver des preuves que le chlore est plus oxydant que l'air, les délégations devraient soumettre ces preuves à la prochaine session du Comité.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.492 (AIGA)

84. La proposition d'ajouter le mot "COMPRIME" à la désignation officielle de transport et d'ajouter le risque subsidiaire 5.1 a été adoptée.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.550 (Pays-Bas) (Nos ONU 1035, 2035 et 1070)

85. Les propositions du paragraphe 2 (supprimer le mot "COMPRIME" dans la désignation officielle de transport concernant les Nos ONU 1035, 2035 et 1070, puisque ceux-ci devraient être considérés comme des gaz liquéfiés, en fonction de leur température critique), le paragraphe 3 (supprimer les rubriques NSA pour les hydrocarbures gazeux purs, puisque tous ces gaz figurent dans la liste) et le paragraphe 4 (modifier la désignation des Nos ONU 1958 et 2035) ont été adoptées (voir l'annexe 1).

86. La proposition du paragraphe 1 concernant une définition des gaz purs telle qu'elle était proposée n'a pas fait l'objet d'un consensus. Le représentant de l'OCTI a expliqué qu'une telle définition était nécessaire car il importait, dans la pratique, de savoir pour quels degrés de pureté de la matière les valeurs données au tableau 12.1 pour la pression maximale

de service autorisée et les taux de remplissage pouvaient s'appliquer dans le cas du transport en citerne. Toutefois, dans le cas de rubriques telles que le No ONU 2455 NITRITE DE METHYLE, dont le transport est subordonné à l'approbation de l'autorité compétente, il n'apparaissait pas clairement comment il fallait interpréter une telle définition puisque les mélanges pouvaient être transportés sous couvert de rubriques NSA. L'interprétation concernant le transport en citerne pourrait éventuellement être insérée au chapitre 12 plutôt que dans la définition du chapitre premier. L'expert des Pays-Bas était invité à présenter une nouvelle proposition, qui tiendrait compte de tous les aspects spécifiques à traiter, si cela était jugé nécessaire.

87. L'avis a prévalu que le reclassement du No ONU 1082, tel qu'il était proposé au paragraphe 6, devrait être étayé par une formule de renseignements et des amendements appropriés au tableau 12.1. De même, la nécessité de scinder le No ONU 1005 en deux rubriques distinctes pour l'ammoniac anhydre et les solutions d'ammoniac devrait être appuyée par des formules de renseignements accompagnées des dispositions appropriées concernant les conditions de transport.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.590 (Etats-Unis)

88. Ayant été présenté tardivement, ce document consacré aux aérosols assortis de risques subsidiaires a été renvoyé au Comité.

MATIERES (CORROSIVES) DE LA CLASSE 8 (Y COMPRIS LES METHODES D'EPREUVE POUR DETERMINER LA CORROSION DES METAUX)

89. Le représentant du CEFIC a fait observer que le critère ONU pour l'affectation des marchandises corrosives à la classe 8 n'était pas conforme au classement existant, et qu'il n'était parvenu qu'en partie à convaincre le Sous-Comité de ce fait. En conséquence, le CEFIC a décidé de ne pas s'attarder sur cette question, mais de s'attacher à l'harmonisation des systèmes de classement existants et, plus particulièrement, à l'harmonisation des critères employés pour classer les matières douées de propriétés corrosives envers les tissus vivants.

90. Un fonctionnaire du secrétariat a informé le Sous-Comité que la norme ISO 2604 : 1975, visée au chapitre 8 des Recommandations pour définir l'acier du type P3 comme matériau de référence aux fins des épreuves, avait été supprimée et remplacée par la norme ISO 9328 : 1991, parties 1 à 5. Toutefois, il ne semble pas que l'acier du type P3 reste défini dans la nouvelle norme. Contact ayant été pris avec l'ISO à ce sujet, des éclaircissements devraient être fournis pour la prochaine session du Comité.

INSCRIPTION ET CLASSEMENT

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.430 (Canada)

91. L'expert du Canada a confirmé que plusieurs isomères existent pour les Nos ONU 1914 et 2348, et que, de ce fait, les noms devraient figurer au pluriel (voir aussi le document ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 77). Selon les

indications données dans le document ST/SG/AC.10/C.3/16, paragraphe 79, la désignation correspondant au No ONU 1110 devrait être n-AMYLMETHYLCETONE.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.439/Rev.1 (Allemagne)

92. Comme pour l'heure la proposition de prévoir deux rubriques distinctes pour les accumulateurs contenant du sodium solide et ceux qui contiennent du sodium liquide ne trouvait pas d'adhésion, la proposition de l'expert de l'Allemagne n'a pas été adoptée, sauf en ce qui concerne la modification de la disposition spéciale 239, indiquant que les accumulateurs ou éléments d'accumulateurs peuvent contenir des polysulfures et qu'ils ne relèvent pas des Recommandations quand ils sont montés sur des véhicules.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.443/Rev.1 (Allemagne)

93. La proposition de modifier la désignation du No ONU 3170 (sous-produits du traitement de l'aluminium) et la disposition spéciale 244 a été adoptée avec quelques légères modifications (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.444 et -/Add.1 (Allemagne)

94. La proposition de reclasser le No ONU 2295 CHLORACETATE DE METHYLE dans la division 6.1, groupe d'emballage I, avec le risque subsidiaire d'inflammabilité, et de modifier en conséquence la rubrique du tableau 12.2 a été adoptée (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.501 (Belgique)

95. La proposition de supprimer la rubrique pour le sélénium en poudre (No ONU 2658), motivée par le fait que cette matière ne satisfait pas aux critères de la division 6.1, a été adoptée. L'expert du Royaume-Uni a dit que cette matière aurait pu être classée en se fondant sur l'expérience acquise chez l'homme.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.487 (HMAC)

96. Plusieurs experts ont objecté à la proposition du HMAC de réviser les exceptions fondées sur l'inaptitude à entretenir la combustion, étant donné que les nouveaux critères avaient été adoptés à la dernière session du Comité et étaient encore en passe d'être incorporés aux législations nationales et aux instruments juridiques internationaux.

97. Le représentant du HMAC a rappelé que lors de l'adoption des critères, il avait été convenu que ceux-ci pourraient être révisés puisque l'ISO n'avait pas encore adopté la norme définitive correspondant à ISO TR 9038. Il a proposé d'abaisser la limite du point d'éclair pour l'exemption à 23 °C au lieu de 35 °C, en faisant observer que des exemptions existaient déjà pour des matières plus dangereuses, telles que les solutions d'éthanol. Il a proposé aussi d'exempter tout liquide qui n'entretient pas la combustion, quel qu'en soit le point d'éclair, si la contenance de l'emballage intérieur ne dépasse pas 5 litres.

98. Plusieurs experts se sont opposés à la limite inférieure de point d'éclair, particulièrement lorsque les liquides sont transportés dans de grands récipients ou GRV, cas où même les emballages vides présentent un risque d'explosion. La proposition d'abaisser le point d'éclair limite de 35 °C à 23 °C n'a pas été adoptée.

99. Bien que, selon certains experts, des exemptions puissent être accordées en vertu des dispositions du chapitre 15, pour des quantités limitées, d'autres experts étaient d'avis que cette façon d'agir conduirait au transport de grandes quantités de liquides inflammables placés dans des emballages non éprouvés et présentant un risque, particulièrement pour le transport conteneurisé. Pour d'autres experts, les exemptions prévues pour les boissons alcoolisées - pour des raisons spécifiques liées à la valeur commerciale de ces boissons - ne devraient pas devenir une règle générale. La proposition d'exempter les liquides inflammables qui n'entretiennent pas la combustion dans des emballages intérieurs n'excédant pas 5 litres n'a pas été adoptée.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.488 (HMAC)

100. Dans ce document, le représentant du HMAC soulignait le problème du classement en fonction des effets constatés sur l'homme, les incohérences de classement entre certaines matières existantes classées sur la base de ces effets et les difficultés liées au classement des mélanges et des solutions de matières sur une telle base. Il a proposé d'élaborer des propositions précises permettant de déterminer les matières classées d'après leurs effets sur l'homme et de fournir des directives pour le classement des solutions et des mélanges.

101. Plusieurs experts ont partagé l'avis selon lequel il serait difficile de parvenir à une harmonisation à l'échelle mondiale si des matières restaient classées en fonction de leurs effets sur l'homme et non de critères harmonisés.

102. D'autres experts ont rappelé que de nombreuses matières avaient été classées en fonction de la preuve de leurs effets toxiques sur l'homme dans des situations réelles, et que certains accidents montraient que les données expérimentales ne correspondent pas toujours à la réalité en ce qui concerne la toxicité des produits chimiques. Il y aurait donc lieu de prendre en considération autant que possible toutes les informations disponibles, en particulier celles qui peuvent être obtenues à la suite d'intoxications accidentelles; c'est là un fait dont il est tenu compte aux paragraphes 6.2 et 6.3 des Recommandations, où les effets sur l'homme l'emportent sur les critères de classement par groupe. Ces experts ont donc estimé qu'il fallait maintenir une telle possibilité de classement. On a fait observer en outre que beaucoup de matières qui n'étaient pas inscrites ainsi que des solutions et des mélanges n'étaient pas classés à la suite d'épreuves mais par analogie.

103. Le Sous-Comité a décidé que le HMAC pourrait poursuivre l'examen de la question et élaborer des propositions spécifiques.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.493 (OACI)
(Echantillons de produits chimiques)

104. Le Sous-Comité a décidé d'inclure une nouvelle rubrique pour les ECHANTILLONS CHIMIQUES TOXIQUES liquides ou solides, qui pourrait être utilisée pour les échantillons de produits chimiques prélevés pour analyse dans le cadre de l'application de la Convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et sur leur destruction (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.505 (Autriche)
(Exemptions concernant les solutions d'alcool éthylique)

105. La proposition visant à élargir l'application de la clause d'exemption de la disposition spéciale 145 à toutes les solutions éthanoliques et non pas seulement aux boissons alcoolisées n'a pas été acceptée. L'expert des Etats-Unis a dit qu'une telle proposition pourrait être acceptable s'il était clairement précisé qu'elle ne s'appliquerait qu'aux solutions éthanoliques présentant une valeur commerciale élevée, telles que les parfums et les boissons alcoolisées, mais le Sous-Comité a estimé que le cas des boissons alcoolisées devrait rester une exception et que la dérogation ne devrait pas être étendue à d'autres matières.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.506 (Autriche)
(No ONU 1323 FERROCERIUM)

106. Le Sous-Comité n'a pas accepté d'ajouter les synonymes proposés (CERIUM MISCHMETALL, PIERRES A FEU) ni de modifier les dispositions relatives au groupe d'emballage pour les Nos ONU 1323, 1333 et 3078, car il n'était pas convaincu que le groupe d'emballage puisse être déterminé en fonction de résultats d'épreuves. Toutefois, il a décidé d'ajouter une disposition spéciale pour l'exemption du ferrocérium stabilisé contre la corrosion, d'une teneur en fer de 10 % au minimum (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.508 (Italie)
(Numéros ONU pour la classe 7)

107. Ce document a été renvoyé au Comité, car l'on a relevé que la question de l'attribution de numéros ONU à des matières radioactives serait examinée par l'AIEA en octobre; des experts ont été invités à envoyer leurs commentaires à l'expert de l'Italie.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.515 (OMI)
(Acide méthacrylique et régulation de la température)

108. Le Sous-Comité a noté qu'initialement la disposition spéciale 245 avait pour but d'éviter des accidents lors du réchauffage de citernes contenant de l'acide méthacrylique solidifié et non pas d'imposer des conditions de régulation de température pour le transport en colis et en GRV. Il a donc été décidé de supprimer la disposition spéciale 245 et d'en insérer le texte en tant que note 14 dans le tableau 12.2 (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.531 (Canada)
(No ONU 3217 PERCARBONATES INORGANIQUES)

109. Bien qu'il s'agisse d'une entrée nouvelle destinée à tenir compte de percarbonates autres que le percarbonate de sodium, le Sous-Comité a relevé qu'il ne semblait pas exister de percarbonates revêtant de l'importance du point de vue industriel, à part le percarbonate de sodium. Cette rubrique a donc été supprimée, tout comme la disposition spéciale 126 (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.533 (Canada)
(Désignations de transports-pluriels)

110. L'addition de deux notes au début du chapitre 2, pour préciser l'utilisation du pluriel lorsqu'il existe différents isomères et pour tenir compte des hydrates de matières inorganiques dans le cadre du numéro ONU attribué à la matière anhydre, a été approuvée (voir l'annexe 1). L'amendement au paragraphe 13.8.3.2 n'a pas été adopté.

111. Les modifications suivantes concernant le classement ont été adoptées (voir l'annexe 1) :

- suppression du No ONU 2489 DIISOCYANATE DE DIPHENYLMETHANE-4,4' (ST/SG/AC.10/C.3/R.542, Etats-Unis) (ST/SG/AC.10/C.3/R.566, CEFIC);
- risque subsidiaire d'inflammabilité pour le No ONU 1199, rebaptisé FURFURALDEHYDES (ST/SG/AC.10/C.3/R.564, Royaume-Uni);
- reclassement du chloracétone dans la division 6.1, groupe d'emballage I, risques subsidiaires 3 et 8 (ST/SG/AC.10/C.3/R.544, Etats-Unis) (ST/SG/AC.10/C.3/R.516, OMI);
- reclassement du No ONU 1251 METHYLVINYLCETONE dans la division 6.1 (ST/SG/AC.10/C.3/R.580, Allemagne);
- addition du mot "inorganique" dans la description des Nos ONU 1556 et 1557 (OACI).

Des modifications indirectes à apporter au tableau 12.2 ont été adoptées comme proposé (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.551 (Allemagne)

112. L'addition d'une nouvelle rubrique pour les trousseaux de produits chimiques ou les trousseaux de premiers secours dans la classe 9 a été acceptée, sous réserve d'une modification de forme de la disposition spéciale proposée, afin de tenir compte de la disposition correspondante de l'OACI (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.585 (Etats-Unis)
(Suppression du No ONU 2369 - ETHER MONOBUTYLIQUE DE
L'ETHYLENEGLYCOL - dans les Recommandations)

113. Pour justifier cette proposition, l'expert des Etats-Unis a fait valoir que le classement fondé sur les valeurs de la DL_{50} pour les rats ne peut être pris en considération lorsqu'il s'agit de toxicité pour l'homme, et que les données relatives à la toxicité à l'absorption cutanée pour les cobayes indiquaient des effets différents.

114. L'expert de l'Italie a vivement réfuté les arguments avancés, car dans les Recommandations l'ensemble du système de classement pour ce qui est de la toxicité est fondé sur des valeurs de la DL_{50} pour les rats. Il a demandé que, par principe, l'on ne prenne pas en considération cette proposition. L'expert de l'Allemagne a appuyé cette intervention et a indiqué que les cobayes sont beaucoup plus résistants que les rats et que l'homme à une exposition à des produits chimiques toxiques.

115. La proposition a néanmoins été adoptée, car le représentant du CEFIC a fait valoir que les effets sur l'homme en cas d'ingestion de produits chimiques de ménage contenant de l'éther monobutylique de l'éthylèneglycol démontraient que ce produit n'était pas toxique. Il a été invité à en fournir la preuve pour la prochaine session du Comité.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.592 (Etats-Unis)
(Reclassement de matières répondant aux critères de toxicité à
l'inhalation pour le groupe d'emballage I)

116. Comme il s'agissait là d'une proposition tardive, son examen a été renvoyé au Comité. L'expert des Etats-Unis a été invité à présenter des formules de renseignement, mais l'on a rappelé que de telles formules avaient été soumises pour certaines des matières en question au cours de la dernière période biennale et que le Comité avait rejeté les propositions correspondantes.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.593 (Etats-Unis)
(Classement de la vinylpyridine stabilisée)

117. L'examen de cette proposition tardive a été reporté à la session du Comité.

118. Le représentant de l'OACI a informé le Sous-Comité que le Groupe d'experts sur les marchandises dangereuses de l'OACI n'avait pas accepté d'inclure le chiffre romain (II) dans le synonyme "Tétrachloromercurate d'ammonium (II)", pour lequel, dans l'index général, l'on renvoie à "CHLORURE DE MERCURE AMMONIACAL. Le Sous-Comité a estimé qu'il s'agissait là d'une décision regrettable, car dans la nomenclature de l'UICPA, l'utilisation de tels chiffres est indispensable pour déterminer la nature exacte de la matière et, partant, de ses propriétés dangereuses; il a donc invité l'OACI à revoir cette décision.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.484 (HMAC) (Suppression du tableau 6.1)

119. La question de la suppression du tableau 6.1 et d'une référence au document de l'OMS intitulé "Recommended classification of pesticides by hazard and guidelines to classification" (Classement recommandé des pesticides par risque et instructions de classement) avait été examinée à la dernière session (ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 71 à 73), et il avait été décidé de revenir sur cette question et de consulter le PISSC.

120. L'on a reconnu que le tableau 6.1 n'était plus à jour et qu'il serait difficile de l'actualiser en calculant de nouvelles concentrations pour l'affectation aux groupes d'emballage chaque fois que la liste de l'OMS est mise à jour. Le Sous-Comité a donc été d'avis qu'en principe l'on pourrait supprimer les colonnes relatives aux groupes d'emballage. L'expert de la Belgique a suggéré que, la liste de l'OMS étant révisée tous les deux ans, les valeurs de DL_{50} soient indiquées dans une colonne 3. Le Sous-Comité a préféré une note générale renvoyant aux DL_{50} indiquées dans la liste de l'OMS, qui pourraient être utilisées pour déterminer le groupe d'emballage en fonction des critères de concentration et de toxicité des Recommandations de l'ONU.

121. Toutefois, le Sous-Comité a été d'avis que les deux premières colonnes devraient être maintenues, car elles constituaient un lien essentiel entre l'appellation ISO ou appellation reconnue d'un pesticide et les numéros ONU, ce qui est déterminant en cas d'urgence. Il a également noté que la Partie I de la publication de l'OMS contenait des critères recommandés de classement des pesticides selon le risque, qui ont une incidence sur l'attribution de l'étiquette de toxicité. Ces critères sont différents de ceux des Recommandations de l'ONU et de ceux qui sont actuellement envisagés dans le cadre du processus d'harmonisation générale. En conséquence, l'on s'est demandé si l'OMS envisageait de revoir ces critères dans le contexte de cette harmonisation générale et de l'application du programme Action 21. Le représentant de l'OMS a signalé que ces critères étaient largement utilisés pour assurer l'utilisation en toute sécurité des pesticides et qu'ils étaient inscrits dans diverses législations nationales. Une révision du classement recommandé devrait être soumise à l'approbation de l'Assemblée mondiale de la santé, mais des propositions pourraient être formulées à cet effet.

122. Un membre du secrétariat a souligné qu'à plus long terme il serait utile d'insérer dans la liste de l'OMS une colonne indiquant les numéros ONU, et que le renvoi à la publication de l'OMS serait beaucoup plus aisé si les critères de classement de l'OMS pouvaient tenir compte du processus d'harmonisation. Le représentant de l'OMS a annoncé qu'il serait disposé à inclure des numéros ONU dans la liste. Toutefois, les membres du Sous-Comité ont estimé qu'une telle inclusion serait prématurée et que, si ce travail devait être effectué, il devrait faire l'objet d'une vérification soigneuse de la part du Sous-Comité.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.561 (Royaume-Uni)
(Amendement à la disposition spéciale 235)

123. La proposition visant à clarifier l'interprétation de la disposition spéciale 235 eu égard au classement des dispositifs de gonflage pour sacs gonflables a été acceptée. L'expert du Japon a proposé que le classement

en question s'applique également aux rétracteurs de ceintures de sécurité, mais il a été prié de présenter sa proposition par écrit.

124. L'expert de la France a proposé, dans le document d'information No 18, d'autoriser le transport de modules de sacs gonflables sous le No ONU 3268, dans la classe 9, aux conditions énoncées dans la disposition spéciale 235, lorsque ces modules étaient transportés sans emballage dans des unités de transport spécial ou par des dispositifs de manutention du lieu de production à celui de montage. Il a été invité à présenter au Comité une nouvelle proposition écrite.

Peroxydes organiques et matières autoréactives

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.573 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.575 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.576 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.581 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.586 (Etats-Unis)

125. Tous ces documents, qui traitent de l'inscription et du classement des peroxydes organiques et de leurs emballages, ont été renvoyés au Groupe de travail du remaniement du Manuel d'épreuves et de critères. Les commentaires du Groupe de travail et les textes finalement adoptés sont reproduits dans le document ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.3 (par. 33, 34, 35, 37 et annexe E).

REVISION FORMELLE DU CHAPITRE 3

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.478 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.532 (Canada)

126. Les propositions d'amendements aux dispositions spéciales 105 et 210 et au paragraphe 1.23 ont été acceptées, tout comme la suppression de la disposition spéciale 110 (voir l'annexe 1).

LISTE SYSTEMATIQUE DES RUBRIQUES (EXTENSION DE L'APPENDICE A)

Documents : ST/SG/AC.10/R.460 (Pays-Bas)
ST/SG/AC.10/R.481 (Pays-Bas)

127. L'expert de la Belgique a commenté oralement le projet de liste systématique établi par l'expert des Pays-Bas et a contesté les principes retenus pour définir les subdivisions, par exemple celles qui ne contiennent qu'une ou deux rubriques, la longue liste des "matières diverses" dans la division 6.1 et les subdivisions de la classe 9.

128. Le Sous-Comité a noté que la liste établie par l'expert des Pays-Bas était fondée sur le chapitre 2 existant et que cette liste devrait être révisée sur la base des nouveaux amendements que le Comité sera appelé à approuver à sa prochaine session. L'expert des Pays-Bas a indiqué que cela pourrait se faire automatiquement à l'aide d'un programme informatique assurant le passage du chapitre 2 à la forme de présentation de la liste systématique. Une telle opération pourrait être effectuée une fois que le nouveau chapitre 2 serait prêt.

129. Néanmoins, les experts sont restés divisés sur la question de savoir s'il était nécessaire d'inclure une telle liste dans les Recommandations. Les arguments en faveur de cette inclusion sont :

l'utilité de la liste à des fins de classement;

le groupement des matières peut servir à simplifier la définition des conditions de transport pour les matières appartenant au même groupe;

le groupement des matières peut être utile pour la révision des tableaux concernant les citernes multimodales, en particulier pour définir une méthode rationalisée d'affectation des prescriptions concernant les citernes aux matières appartenant au même groupe.

Les arguments à l'encontre de cette inclusion sont les suivants :

l'information fournie dans cette liste est redondante par rapport à celle qui est donnée au chapitre 2 et n'est donc pas jugée absolument nécessaire;

le livre orange serait alors plus volumineux (100 pages), d'où des retards dans la traduction et la publication, des frais accrus de publication et un prix de vente plus élevé;

nouvelles charges pour le secrétariat, qui devrait tenir à jour la liste et en assurer la traduction dans toutes les langues officielles.

130. Le représentant de l'OCTI a suggéré que la liste systématique fasse l'objet d'une publication distincte; cette solution permettrait d'éviter des retards dans la publication de la neuvième édition des Recommandations.

131. Les experts ont été invités à examiner attentivement les avantages et les inconvénients relatifs à cette liste systématique avant la prochaine session du Comité, afin qu'une décision satisfaisante puisse être prise.

QUESTIONS RELATIVES AUX EMBALLAGES ET AUX GRANDS RECIPIENTS POUR VRAC

Peroxydes organiques et matières autoréactives

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.571 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.577 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.579 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.586 (Etats-Unis)

132. Tous ces documents, qui concernent les emballages pour les peroxydes organiques, ont été renvoyés au groupe de travail du remaniement du Manuel d'épreuves et de critères. Les commentaires du groupe sont reproduits dans le paragraphe 37 du document ST/SG/AC.10/C.3/18/Add.3 et des documents révisés devraient être établis.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.489 (HMAC)
(Emballages supplémentaires pour déplacer les colis qui fuient)

133. La proposition en question était présentée conformément à la proposition initiale faite par l'expert du Royaume-Uni (ST/SG/AC.10/C.3/R.454 et ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 116). Elle a donné lieu à de longs débats sur la question des normes auxquelles ce genre d'emballage devrait répondre, sur la question de savoir si oui ou non une différence devait être faite entre ces emballages selon qu'ils contenaient des liquides ou des solides, etc.

134. La plupart des délégations ont estimé que la solution pour ces emballages "de secours" devrait être aussi souple que possible, car de tels emballages sont destinés à répondre à des situations d'urgence dans lesquelles le bon sens et un jugement fondé sur l'expérience sont plus importants que des normes. L'on a cependant admis qu'il y aurait certains avantages à normaliser la façon dont divers emballages de secours étaient soumis à des épreuves et marqués. Le Sous-Comité a donc décidé que des dispositions à cet égard devaient être prévues dans les chapitres 1, 9 et 13, et un groupe rédactionnel a été chargé d'établir ces dispositions de la manière la plus simple possible (voir l'annexe 1).

135. L'expert de l'Allemagne a estimé que les nouvelles dispositions en question devraient être réexaminées soigneusement, afin qu'il soit mieux tenu compte du fait que d'autres solutions étaient possibles. L'expert de l'Italie a déploré que le groupe de rédaction n'ait pas élaboré des dispositions pour le chapitre 1. L'on a rappelé qu'il s'agissait là de projets de dispositions qui devaient être approuvés par le Comité, auquel de nouvelles propositions pourraient être soumises. La proposition de l'expert de l'Allemagne ayant suscité un certain intérêt, une phrase a été ajoutée au paragraphe 9.1.9 entre crochets (voir l'annexe 1).

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.503 (Autriche)
ST/SG/AC.10/C.3/R.539 (Royaume-Uni)
(Epreuve de chute à froid)

136. Les propositions en question étaient soumises conformément à ce qui avait été prévu à la huitième session (voir le paragraphe 121 du document ST/SG/AC.10/C.3/16) quant à la nécessité de l'épreuve de chute à froid prescrite au paragraphe 9.7.3.2 pour les emballages combinés avec sacs intérieurs en plastique. Le Sous-Comité a reconnu qu'il était peu probable que des sacs en plastique fabriqués selon des procédés tels que l'extrusion ou le tissage soient atteints de la même manière que des emballages moulés rigides (pour lesquels l'épreuve de chute à froid a été adoptée) à des températures basses, en raison de leur souplesse, du moins lorsqu'ils contiennent des matières solides. La proposition de l'expert du Royaume-Uni a donc été acceptée (voir l'annexe 1).

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.509 (Italie)
ST/SG/AC.10/C.3/R.540 (Royaume-Uni)
(Compatibilité chimique)

137. Les propositions en question étaient également présentées conformément à ce qui avait été prévu à la huitième session (document ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 118 à 129), où l'expert de l'Italie s'était dit préoccupé par le fait que la décision de modifier les paragraphes 9.7.2.5, 16.4.8.1 et 16.5.8.1 pour tenir compte de la nécessité d'assurer la compatibilité chimique entre les emballages et GRV et le liquide à transporter pouvait être interprétée comme une limitation du champ d'application des paragraphes 9.3.2, 9.6.7.1 et 9.6.7.4 aux emballages destinés à contenir des liquides et non pas à ceux qui sont prévus pour des matières solides.

138. La proposition de l'expert du Royaume-Uni de clarifier la situation en indiquant que les mesures à prendre dans le cas de matières liquides prévues aux paragraphes 9.7.2.5, 16.4.8.1 et 16.5.8.1 sont des mesures supplémentaires a été acceptée (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.513 (OMI)
(Epreuve de type ONU pour emballages de la classe 7)

139. Le Sous-Comité a pris note du fait que le Gouvernement du Royaume-Uni avait soumis une proposition au Sous-Comité du transport des marchandises dangereuses de l'OMI (CDG 44/3/1/34 et Corr.1) visant à ce que soient incluses des prescriptions relatives aux épreuves de type ONU pour matières de la classe 7 en attendant l'examen de la question par l'AIEA, et que le CDG avait accepté d'attendre le résultat des discussions entre l'AIEA et l'ONU sur cette question. L'on a fait remarquer toutefois que pour le moment ces discussions n'avaient pas lieu.

140. L'expert des Etats-Unis a fait remarquer qu'un certain nombre d'emballages répondant aux normes de l'AIEA pour les matières radioactives convenaient pour les marchandises dangereuses, et que si les normes ONU pouvaient être prises en compte dans les Règlements de l'AIEA, il serait peut-être utile de reconnaître aussi, d'une certaine manière, les normes d'emballage de l'AIEA dans les Recommandations de l'ONU.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.517
(GRV composites avec récipients intérieurs souples - 31HZ2 -)

141. Le Sous-Comité a noté que les GRV 31 HZ2 ne seraient pas autorisés par l'OMI pour le transport de matières liquides relevant du groupe d'emballages III et ne présentant pas de risque subsidiaire.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.526 (Brésil)

142. La proposition de l'expert du Brésil relative à une révision de forme concernant le chapitre 16 a été acceptée en principe. Le Sous-Comité, notant que l'expert du Brésil avait déjà préparé un texte remanié de la version révisée proposée pour le chapitre 16, a demandé au secrétariat de diffuser cette version révisée en tant que document d'information pour permettre la vérification des renvois, etc. Un membre du secrétariat a souligné qu'en ce

qui concerne les incidences en matière de ressources, ce travail de révision de forme demanderait une certaine préparation des diverses versions des Recommandations, et que à court terme des organisations spécialisées telles que l'OMI, qui s'engagent à appliquer uniquement des modifications importantes, pourraient ne pas s'y conformer. Plusieurs délégations ont donc suggéré que la révision de forme du chapitre 16 ne soit effectuée qu'à un stade ultérieur, par exemple dans le cadre d'une modification de la forme de présentation des Recommandations de l'ONU. Il a été décidé de renvoyer la question au Comité.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.541 (Royaume-Uni)
(Marquage des récipients intérieurs)

143. La proposition relative aux marquages des récipients intérieurs de GRV composites a été adoptée avec des amendements (voir l'annexe 1).

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.552 (Allemagne)
(Définitions et critères pour l'étanchéité des colis et des GRV)

144. Plusieurs experts ont appuyé l'élaboration de critères pour l'étanchéité des colis et des GRV. D'autres experts ont estimé que de tels critères ne seraient pas nécessaires et que le Sous-Comité devrait plutôt mettre l'accent sur des définitions et des critères pour la résistance à l'eau. L'on a également noté que des organisations s'occupant de normalisation travaillaient sur cette question. Il a été décidé de renvoyer la question au Comité. Toute nouvelle proposition devrait être très précise mais pas trop technique.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.560 (Royaume-Uni)
(Emballages intermédiaires)

145. La proposition visant à ajouter au paragraphe 9.2.1 une définition pour les emballages intermédiaires a été acceptée.

Epreuve (hydraulique) de pression interne

146. Une proposition formulée par l'OACI dans le document d'information No 12 et visant à modifier le paragraphe 9.3.4.1 pour tenir compte des prescriptions minimales de pression d'épreuve pour les emballages destinés au transport par voie aérienne n'a pas été adoptée, car il est déjà fait mention des règlements sur le transport aérien dans le paragraphe 9.3.4.1, et les laboratoires effectuant les épreuves devraient donc consulter ces règlements.

Résistance des fûts correspondant au code 1A1 de l'ONU

147. Les représentants de l'OACI et de l'IATA ont signalé des problèmes concernant les fûts 1A1; des fuites avaient en effet été constatées sur certains de ces fûts, pendant les vols (documents d'information Nos 13 et 28). Plusieurs transporteurs avaient signalé des incidents dans lesquels de tels fûts étaient impliqués à la suite d'un choc ou d'une friction pendant les opérations normales de manutention, et le Groupe d'experts sur les marchandises dangereuses de l'OACI avait suggéré que soient élaborés des critères d'épreuve de perforation et des prescriptions d'épaisseur minimale

de paroi pour ces fûts. Comme la question sera réexaminée par l'OACI et l'IATA, la représentante de l'OACI a indiqué qu'elle soumettrait un document à la session du Comité.

REVISION DU CHAPITRE 15 (MARCHANDISES DANGEREUSES EN PETITES QUANTITES)

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.511 (Italie)
ST/SG/AC.10/C.3/R.512 (Allemagne)
ST/SG/AC.10/C.3/R.514 (OMI)

148. Dans le document -/C.3/R.511, l'expert de l'Italie proposait que, dans le cadre de l'examen du chapitre 15, l'on tienne compte des prescriptions relatives aux divers modes de transport, et il a suggéré quelques principes de base pour l'orientation du débat sur la question. Aucune proposition spécifique n'ayant été formulée, il a été décidé que l'examen de ces principes serait confié au Comité, qui pourrait décider de maintenir ce point à l'ordre du jour pendant la prochaine période biennale. L'expert de l'Allemagne a donc retiré son document.

149. Le Sous-Comité a pris note de la décision de l'OMI de maintenir une disposition relative au marquage des unités transportant des marchandises dangereuses en petites quantités. L'expert de la Belgique a estimé qu'une telle disposition devrait également figurer dans les Recommandations.

150. L'expert des Etats-Unis s'est dit préoccupé à la suite de la décision de l'OMI de maintenir la prescription pour le marquage des unités de transport, et il a souligné les problèmes qui pourraient se poser dans le transport multimodal. Il a émis l'espoir que la question serait réexaminée pendant la prochaine période biennale dans le cadre de la révision du chapitre 15.

151. Un membre du secrétariat a attiré l'attention des participants sur une contradiction dans l'actuel chapitre 15. Selon la note de bas de page 1/ correspondant à l'alinéa e) du paragraphe 15.2, seul le matériel pour épreuves, etc., pouvant contenir de petites quantités de peroxydes organiques des types D, E ou F et ne nécessitant pas de régulation de température peut être transporté conformément aux dispositions du chapitre 15. D'après les deux premières lignes du tableau 15.1 relatives à la division 5.2 et la note de bas de page b/, le matériel pour épreuves, etc., contenant des peroxydes organiques des types B ou C et ne nécessitant pas de régulation de température peut également être transporté conformément aux dispositions du chapitre 15. Il a été décidé de modifier l'alinéa 15.2 e) afin qu'il s'applique uniquement aux peroxydes organiques nécessitant une régulation de température et la note de bas de page 1/ a été supprimée (voir l'annexe 1).

152. Une proposition de l'OACI (document d'information No 7) d'inclure des rubriques dans le tableau 15.2 pour le transport en quantités limitées de certaines matières de la classe 9 (No ONU 1990 Benzaldéhyde et Nos ONU 3077 et 3082 Matières dangereuses du point de vue de l'environnement a été acceptée (voir l'annexe 1).

PRESCRIPTIONS APPLICABLES A LA SEPARATION DES MARCHANDISES DANGEREUSES

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.470 (Argentine)

153. L'expert de l'Argentine a présenté les bases du système de code qu'il avait exposées précédemment dans le document -/C.3/R.395, système de code destiné à assurer la vérification de la séparation des marchandises dangereuses à bord de navires. Il a fait remarquer que ce système pourrait être adapté à d'autres modes de transport.

154. Le Sous-Comité a remercié l'expert de l'Argentine d'avoir établi ce document, dans lequel tous les cas d'exceptions aux règles générales de séparation du Code IMDG sont énumérés. Il a estimé que, dans un tel système de code, seuls les numéros ONU devraient être utilisés, car les renvois aux numéros de page du Code IMDG pourraient prêter à confusion.

155. La plupart des experts ont estimé qu'un tel système de code ne pourrait être utilisé dans les Recommandations que si des prescriptions détaillées en matière de séparation, applicables à tous les modes de transport, étaient également adoptées, et l'on a rappelé qu'à sa huitième session le Sous-Comité avait préféré que les prescriptions relatives à la séparation soient rédigées en termes généraux et s'appuient sur des principes de base afin que les prescriptions détaillées soit du ressort des divers modes de transport, puisqu'elles risquent de présenter des différences sensibles.

156. L'expert de l'Argentine a indiqué qu'il procéderait à des études en vue de rédiger un nouveau document relatif à l'application du système de code pour d'autres modes. Le Vice-Président a fait remarquer qu'avant de poursuivre plus avant l'examen de la question, il serait bon de voir quel est le rang de priorité que le Comité lui accorde pour la prochaine période biennale.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.491 (Chine)

157. La proposition visant à faire figurer, dans la section 13, des principes généraux pour la séparation des marchandises dangereuses a été acceptée, avec une modification au paragraphe 13.11.2 destinée à préciser qu'exiger certaines distances entre des matières incompatibles n'est pas le seul moyen d'assurer une séparation efficace entre de telles matières.

158. L'expert de la Belgique a proposé de définir de façon plus précise les marchandises dangereuses incompatibles, comme au paragraphe 9.3.6. Il a été invité à présenter au Comité des propositions écrites.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.510 (Italie)

159. La proposition visant à remplacer les dispositions relatives à la séparation par rapport aux denrées alimentaires par des renvois aux conditions fixées par les autorités sanitaires ou vétérinaires compétentes n'a pas été acceptée, car la plupart des experts ont estimé que, même si de telles conditions pouvaient relever de la responsabilité administrative de ces autorités, dans la pratique il était nécessaire de les faire figurer dans les règlements de transport afin qu'elles puissent être respectées.

ACTIVITES DU GROUPE DE COORDINATION DU PISSC CONCERNANT L'HARMONISATION DES SYSTEMES DE CLASSEMENT ET D'ETIQUETAGE

160. Le Président a annoncé le décès tragique de M. Gilbert (OMS), président du Groupe de coordination du PISSC concernant l'harmonisation des systèmes de classement et d'étiquetage, décès qui était survenu pendant la session, et il a exprimé ses condoléances au nom des membres du Sous-Comité. La participation de M. Gilbert à l'élaboration du chapitre 19 du programme Action 21 et à sa mise en oeuvre avait été grandement appréciée et, a ajouté le Président, M. Gilbert sera vivement regretté par tous ceux qui avaient eu l'occasion de travailler avec lui à cette occasion.

Rapport du responsable à la Commission du développement durable (ONU)

161. Le Sous-Comité a pris note de ce rapport sur les progrès accomplis au sein du système des Nations Unies ainsi que par deux autres organisations intergouvernementales dans la mise en oeuvre des dispositions du chapitre 19 du programme Action 21, qui avait été présenté à la deuxième session de la Commission du développement durable par le PNUÉ, organisme des Nations Unies désigné comme responsable pour cette mise en oeuvre. L'on a relevé que ce rapport était fondé sur les informations fournies par l'ensemble des organisations concernées et remanié afin d'obtenir un équilibre entre les activités de toutes ces organisations.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.554 (Secrétariat)
(Rapport de la Conférence internationale sur la sécurité chimique, Stockholm, Suède, 25-29 avril 1994)

162. Le Sous-Comité a pris note de la décision d'établir une instance intergouvernementale pour la sécurité chimique, qui sera un organisme consultatif non institutionnel chargé principalement de l'application des dispositions du chapitre 19 du programme Action 21. Le représentant de l'OIT a indiqué que la prochaine session de cet organe aurait lieu au début de 1997 et que le groupe intersessions se réunirait en mars 1995 à l'invitation du Gouvernement de la Belgique pour établir l'ordre du jour ainsi qu'un jeu de documents, notamment un rapport d'activité sur l'application des recommandations déjà formulées, en vue de la session de 1997 de cet organe.

163. Le Sous-Comité a également noté que les participants à la Conférence avaient adopté une résolution concernant les domaines d'activité prioritaires pour assurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et que la Commission du développement durable avait approuvé cette résolution à sa session de mai 1994. Le Sous-Comité a noté qu'une proposition de la CEE/ONU visant à inclure un paragraphe 11) dans le domaine d'activité D (Mise en place de programmes de réduction des risques) pour tenir compte du rôle du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses avait été acceptée par les participants à la Conférence. Il a regretté qu'une proposition visant à ce que l'on s'inspire de la résolution 1993/50 de l'ECOSOC pour le domaine d'activité B (Harmonisation de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques) afin d'éviter des chevauchements d'activités et de garantir dans la mesure du possible la prise en compte des réalisations du Comité dans ce domaine n'ait pas été acceptée.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.559 (Secrétariat)
(Lettre du PISSC/OIT concernant l'harmonisation des critères pour
les risques physiques)

164. Le Sous-Comité a pris note de la lettre envoyée conjointement par les directeurs du Département des conditions et du milieu de travail et du Programme international de la sécurité chimique dans laquelle il était suggéré que le Comité élabore, par l'intermédiaire de ses propres experts et en collaboration avec des spécialistes d'autres questions que celle du transport (protection des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement en général, etc.) des propositions de critères globaux de classement des matières explosives, inflammables et réactives, conformément à ce qui avait été convenu à ce sujet à la huitième session (par. 137 à 143 du document ST/SG/AC.10/C.3/16).

165. La plupart des experts ont rappelé le point de vue selon lequel le Comité devrait accepter la proposition, aux conditions énoncées au paragraphe 139 du document ST/SG/AC.10/C.3/16, sauf pour l'alinéa b), car l'accord de toutes les parties serait nécessaire et des discussions en groupe de travail pourraient donc être plus utiles qu'au sein du Sous-Comité.

166. Le Président a attiré l'attention sur le fait qu'une telle activité serait menée au détriment d'autres activités du Comité. Néanmoins, plusieurs experts ont estimé que tel ne serait pas le cas si l'on oeuvrait au niveau de groupes de travail, comme pour le remaniement du Manuel d'épreuves et de critères.

167. L'expert du Canada a indiqué que, conformément au rapport de l'OIT (document ST/SG/AC.10/C.3/R.364), un atelier sur les risques chimiques aurait lieu à Ottawa du 31 août au 2 septembre 1994. Cet atelier doit fournir aux experts de différents secteurs l'occasion d'examiner et de comparer des critères et des méthodes utilisés pour le classement des risques physiques que représentent les produits chimiques, de préciser les différences et les analogies entre les divers systèmes et de déterminer les possibilités d'harmonisation future des critères, des termes et des méthodes pour le classement des risques physiques. Le rapport de cet atelier devrait être présenté à l'OIT.

168. L'expert de l'Allemagne a donné des informations aux experts intéressés sur les activités déjà entreprises à ce sujet dans son pays.

169. Le représentant de l'OIT a indiqué que ce rapport serait présenté par le secrétariat du PISSC aux divers membres du Groupe de coordination concernant l'harmonisation des systèmes de classement et d'étiquetage, et il a émis l'espoir qu'un tel rapport aiderait le Comité à mettre au point définitivement des propositions de critères globaux.

170. Plusieurs experts ont demandé des précisions quant au rôle de cet atelier par rapport à la proposition du PISSC/OIT; ils ont cru comprendre à la lecture de la lettre reproduite dans le document -/C.3/R.559 que le Comité avait été prié d'agir en tant qu'organe de coordination pour certains risques physiques, mais ils ont estimé que l'organisation de cet atelier à l'appui du travail de l'OIT indiquait une nouvelle direction. L'on a rappelé qu'une réunion

du Groupe de coordination aurait lieu du 21 au 23 novembre 1994, juste avant la session du Comité, et que les éventuels plans pour la prochaine période biennale seraient alors précisés, de sorte que le Comité puisse prendre une décision finale concernant son programme de travail.

Critères de classement pour la toxicité

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.363 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.391 (Royaume-Uni)
ST/SG/AC.10/C.3/R.449 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.450/Rev.1 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.467 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.523 (Allemagne)
ST/SG/AC.10/C.3/R.589 (PISSC)

171. Ces documents contiennent des propositions et des observations concernant les critères harmonisés pour la toxicité proposés par le Groupe de travail élargi de l'OCDE. D'autres informations ont été soumises par le CEFIC sur la toxicité à l'absorption cutanée et la toxicité à l'inhalation dans les documents d'information Nos 23 et 24.

172. Le document -/C.3/R.467, établi par l'expert des Etats-Unis, a été utilisé comme base de discussion, car toutes les questions sur lesquelles le Sous-Comité devait prendre position y étaient abordées. Le Sous-Comité a examiné les critères de l'OCDE du point de vue de leur pertinence pour les règlements sur les transports afin d'adresser des observations à l'OCDE. Les recommandations faites par le Sous-Comité pour les différentes valeurs limites seront transmises au Comité pour qu'il fasse ensuite des observations à l'OCDE.

Toxicité à l'ingestion

173. Le Sous-Comité a estimé que la valeur limite supérieure pour le groupe d'emballage III devrait être la même pour les solides que pour les liquides (18 experts pour; 1 contre) et que la limite pour les liquides pourrait être abaissée de 500 mg/kg à 200 mg/kg (10 pour; 2 contre).

Toxicité à l'absorption cutanée

174. Le Sous-Comité a estimé que le critère actuel de 40 mg/kg pour le groupe d'emballage I pourrait être modifié et porté à 50 mg/kg (13 experts pour; aucun contre).

Critère de toxicité à l'inhalation pour les gaz et les vapeurs

175. Le Sous-Comité a décidé que l'unité qui convenait le mieux pour la définition de la toxicité à l'inhalation de gaz/vapeur était le ml/m³ et non le mg/l (14 pour; aucun contre).

176. Le Sous-Comité a confirmé (14 pour; aucun contre) que l'indication de la pression de vapeur dans le cas des groupes d'emballage II et III n'était pas nécessaire, pour les raisons énoncées aux paragraphes 12 et 13 du document -/C.3/R.467, mais que cette indication pour le groupe d'emballage I ne devrait

pas être supprimée, surtout parce que la pression de vapeur est utilisée comme élément indicatif de la probabilité qu'une matière, si elle se répand, soit présente dans l'air à une concentration létale; il y a donc ici un lien direct avec le degré de risque à l'inhalation qu'une matière représente en pareil cas. L'OCDE devrait être informée de ce point de vue et invitée à réexaminer le critère pour la toxicité à l'inhalation de vapeur.

177. Un seul expert (Royaume-Uni) a approuvé l'adoption, à ce stade, du critère proposé de 250 ml/m³ plutôt que 1 000 ml/m³ pour le groupe d'emballage I (5 experts contre) et de 100 ml/m³ au lieu de 3 000 ml/m³ pour le groupe d'emballage II (3 experts contre). Une telle modification entraînerait un reclassement d'un nombre important de matières dans un groupe d'emballage correspondant à des conditions moins rigoureuses, et il conviendrait d'en évaluer pleinement les incidences.

178. Il a été convenu que le Comité pourrait revenir sur la question une fois qu'elle aurait été réexaminée globalement (limites de toxicité et pression de vapeur) par l'OCDE.

Inhalation sous forme de poussières ou de brouillards

179. Le Sous-Comité a été invité à choisir entre deux valeurs déterminées par le Groupe de travail élargi de l'OCDE :

Groupe d'emballage II : 0,25 ou 0,5 mg/l (CL₅₀ - 4 heures)

Groupe d'emballage III : 1,0 ou 2,5 mg/l (CL₅₀ - 4 heures).

Les experts du Royaume-Uni, de la Norvège et du Canada se sont prononcés pour la valeur inférieure, mais la majorité (8) a décidé de maintenir la valeur supérieure, qui correspond au critère actuel.

180. Le Sous-Comité a noté que dans les méthodes d'épreuve de l'OCDE il n'était pas exigé qu'au moins 90 % des particules aient un diamètre égal ou inférieur à 10 microns. Le représentant de l'OCDE a indiqué que les directives de cette organisation pour les épreuves seraient modifiées, afin de tenir compte de la granulométrie dans le cas des poussières, mais qu'il n'était pas prévu que des produits chimiques ayant déjà été soumis à une épreuve le soient à nouveau. Le Président a fait remarquer que le Comité avait également pour principe de ne pas reclasser des matières déjà classées, du moins à court terme et en tout état de cause aussi longtemps que des formules de renseignements solidement documentées n'ont pas été soumises.

181. Dans ce contexte, la proposition de l'expert de l'Allemagne présentée dans le document -/C.3/R.523 et visant à modifier la deuxième phrase de l'alinéa c) du paragraphe 6.5 pour mieux préciser quand des matières doivent être soumises à épreuve en fonction de leur granulométrie a été adoptée en principe sous réserve de modifications de forme que l'expert de l'Allemagne préparerait pour la session du Comité.

182. Le représentant du CEFIC a indiqué qu'il préparerait un document pour mieux définir dans quelles conditions il pourrait y avoir de production de poussières ou de brouillards en cours de transport.

MATIERES DANGEREUSES POUR L'ENVIRONNEMENT

Critères de classement relatifs aux matières dangereuses pour l'environnement aquatique

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.222 (OMI)
ST/SG/AC.10/C.3/R.388 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.522 (OMI)
ST/SG/AC.10/C.3/R.574 (Norvège)
ST/SG/AC.10/C.3/R.583 (CEFIC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.589 (PISSC)

183. Le Sous-Comité a noté qu'il subsistait des différences entre les critères utilisés par l'OMI dans l'annexe III de la Convention MARPOL, ceux du RID/ADR, reposant sur les critères OCDE (mais ne comprenant pas la classe inférieure de risque définie par le mot "nocif" dans le document -/C.3/R.589), les critères proposés par le CEFIC et ceux qui ont été mis au point par l'OCDE. Les propositions avancées montrent néanmoins que l'on peut s'attendre à des progrès prochainement.

184. Le Sous-Comité est convenu que les critères proposés par l'OCDE pourraient servir d'assise pour poursuivre l'examen quant aux critères de toxicité. A la demande du représentant de l'OCDE, il a été convenu que les documents -/C.3/R.583 et -/C.3/R.574 pourraient être examinés par des organes de l'OCDE et qu'il serait possible de définir différentes classes de "risque pour l'environnement" comme cela a été fait pour la toxicité. La coopération avec l'OMI et le Groupe mixte d'experts sur les aspects scientifiques de la pollution des mers (GESAMP) serait essentielle pour un consensus.

185. Il a été rappelé qu'il faudrait aussi considérer le cas des mélanges et des solutions.

186. Tous les documents ont été renvoyés au Comité pour un complément d'étude.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.518 (OMI)

187. Le Sous-Comité a pris note de la décision de l'OMI de limiter l'utilisation des Nos ONU 3077 et 3082 (MATIERES SOLIDES ET LIQUIDES DANGEREUSES DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT) aux polluants marins et aux déchets aux termes de la Convention de Bâle et d'exclure toutes les autres matières dangereuses pour l'environnement. Le Sous-Comité a déploré cette décision, car d'autres matières dangereuses pour l'environnement font l'objet d'un transport multimodal et sont à identifier comme telles.

188. L'expert de l'Allemagne a présenté le document informel No 27 et a annoncé son intention de rédiger de nouvelles propositions concernant les matières dangereuses pour l'environnement de toutes les classes, la question du marquage et de l'étiquetage, la définition et l'utilisation des Nos ONU 3082 et 3077, une nouvelle rédaction du paragraphe 1.9.3 et une éventuelle division nouvelle 6.3 réservée aux matières dangereuses pour l'environnement, car il ne sera peut-être plus justifié de considérer ces matières comme des "matières dangereuses diverses" de la classe 9.

Déchets dangereux

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.536 (Secrétariat)

189. Le Sous-Comité a pris note des résultats de la deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Genève, 21 au 25 mars 1994) et des décisions II/4, II/12, II/13, II/16, II/23 et II/24.

190. Le Président a dit qu'au cours du prochain exercice biennal le Comité devrait envisager de coopérer plus sérieusement avec d'autres organes de l'ONU, en vue de mieux harmoniser les conditions de transport des déchets dangereux.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.578 (Japon)

191. Le Sous-Comité a pris note de ce document, présentant des indications pratiques pour l'identification des déchets dangereux contrôlés par la Convention de Bâle, en vue de leur utilisation au Japon dans l'interprétation des annexes I et III de la Convention de Bâle. Les experts ont été invités à communiquer des observations à l'expert du Japon, s'ils le jugeaient nécessaire.

192. L'expert de l'Allemagne a trouvé le document intéressant mais a dit que dans son pays les méthodes d'épreuve de l'ONU étaient suivies rigoureusement. L'expert des Etats-Unis estimait que ce document était utile en tant que premier pas et méritait un examen plus approfondi. Il a été convenu que le document pourrait constituer un point de départ pour éclaircir l'interprétation des catégories de risque H10 à H13, au cours du prochain exercice biennal. Le document a été renvoyé au Comité.

RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.519 (OMI)
(Procédure d'amendements du Code IMDG)
ST/SG/AC.10/C.3/R.521 (OMI)
(Priorité des amendements au Code IMDG)

193. La représentante de l'OMI a expliqué les nouvelles procédures de travail adoptées par l'OMI pour mettre à jour le Code IMDG et a attiré l'attention sur les responsabilités accrues confiées au Groupe de rédaction et des questions techniques de l'OMI pour examiner les nouveaux textes mis au point par le Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses.

194. Le Sous-Comité craignait que la prise de position de l'OMI, à savoir que "tout gouvernement qui objecte à une décision prise au sein du Sous-Comité ou du Comité de l'ONU devrait porter son avis à la connaissance du Sous-Comité du transport de marchandises dangereuses de l'OMI, pour examen" ne soit une incitation à rouvrir le débat sur la base des points de vue d'une minorité et a jugé que les gouvernements devraient assurer la cohérence des positions exposées aux différentes instances consacrées au transport de marchandises

dangereuses. La représentante de l'OMI a dit que la position de son Organisation s'inspirait du fait que certains pays membres de l'OMI ne participent pas aux travaux du Comité d'experts.

195. La représentante de l'OMI a rappelé les inquiétudes exprimées par son Organisation quant à la fréquence des amendements et a demandé si la périodicité des amendements aux Recommandations ne pouvait être portée à trois ans, et si l'intervalle entre les sessions du Sous-Comité ne pouvait aussi être accru. Elle a aussi fait part des inquiétudes quant au fait que les amendements relatifs à quelques textes récemment adoptés, dans la dernière version (huitième édition révisée) des Recommandations, étaient déjà en révision, avant même qu'ils aient été mis en application dans les règlements modaux. Elle a précisé qu'une fois que l'amendement 27 au Code IMDG aurait été publié, avec entrée en vigueur au 1er janvier 1995, quelque temps pourrait s'écouler avant que de nouveaux amendements soient publiés par l'OMI.

196. Pour plusieurs experts, partageant en cela l'avis de la représentante de l'OMI, le Comité devrait s'occuper avant tout des questions de fond, et une période de deux ans n'était pas suffisante pour appliquer de nouvelles recommandations par voie d'instruments internationaux ou de législation nationale. On s'est toutefois accordé à reconnaître que cette question de calendrier, de périodicité des amendements et d'application devrait être examinée par le Comité plutôt que par le Sous-Comité et les propositions de l'OMI ont donc été renvoyées au Comité. Il a aussi été rappelé que depuis l'adoption du programme Action 21, les gouvernements et les organisations internationales étaient liés par de nouveaux engagements en ce qui concerne l'harmonisation des systèmes de classement, et que cela aurait des répercussions sur le travail de toutes les organisations intéressées, y compris l'OMI.

DIVISION 6.2 (MATIERES INFECTIEUSES)

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.556 (HMAC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.567 (HMAC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.568 (HMAC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.569 (HMAC)

197. Les experts du Canada, de l'Allemagne et de l'Italie se sont déclarés préoccupés par ces nouvelles propositions d'amendement des dispositions de la division 6.2, qui venaient juste d'être révisées au cours de l'exercice biennal écoulé. De leur avis, l'examen de telles propositions devrait être reporté au prochain exercice biennal.

198. Le représentant de l'OACI a fait savoir que, selon le Groupe d'experts sur les marchandises dangereuses de l'OACI, le texte de cette nouvelle division 6.2 était parfois ambigu, et qu'il s'attendait à des mises au point comme l'avait proposé le HMAC. Les représentants du Canada et de l'Allemagne ont attiré l'attention sur le fait que 95 % des matières infectieuses étaient transportés par route et qu'on ne voyait pas l'urgence qu'il y avait à modifier les Recommandations à cette fin.

199. Plusieurs experts ayant dit comprendre la nécessité de procéder à des mises au point et d'adapter les définitions en s'inspirant de celles que l'OMS avait récemment révisées et publiées dans l'édition 1993 de son Manuel de sécurité biologique en laboratoire, le Sous-Comité a accepté d'examiner la proposition du HMAC.

200. La proposition, énoncée aux paragraphes 7 a) et b) du document -/C.3/R.556, tendant à modifier la définition des matières infectieuses donnée au paragraphe 6.9 a) des Recommandations a été adoptée, telle que la modifiait la proposition de l'expert de la Suède, présentée dans le document d'information No 40 (voir l'annexe 1).

201. Les propositions, énoncées aux paragraphes 5 a) et 5 b) du document -/C.3./R.567, tendant à modifier la définition des produits biologiques donnée au paragraphe 6.9 c) des Recommandations ont été adoptées. L'expert de l'Allemagne a dit qu'à son avis, la proposition d'amendement du paragraphe 6.10.1 se traduisait par une sécurité amoindrie. La proposition n'a pas été adoptée.

202. Une proposition visant à modifier la définition des échantillons de diagnostic à l'alinéa d) du paragraphe 6.9 afin de tenir compte de matières utilisées pour un traitement médical a été acceptée (voir l'annexe 1).

203. La proposition présentée dans le document -/C.3/R.568 visant à modifier l'alinéa e) du paragraphe 6.9 a été adoptée, après quelques modifications portant sur l'application de cet alinéa aux produits biologiques également et sur la mention de matières pathogènes plutôt que de matières infectieuses (voir l'annexe 1).

204. La proposition présentée dans le document -/C.3/R.568 visant à modifier, au paragraphe 6.10.2, les dispositions relatives aux cas d'exemption n'a pas été adoptée. La solution consistant à appliquer ce paragraphe aux échantillons de diagnostic dont on sait qu'ils ne contiennent pas de matières pathogènes n'a suscité aucun intérêt, car l'on a estimé que le transport de tels échantillons ne serait pas réglementé; à propos de ceux pour lesquels existe une faible probabilité, plusieurs experts ont estimé que les conditions d'exemption proposées étaient bien moins rigoureuses que les conditions actuelles.

205. La proposition présentée dans le document -/C.3/R.569 visant à appliquer le numéro ONU 3245 d'une manière générale à tous les organismes génétiquement modifiés plutôt qu'aux micro-organismes génétiquement modifiés n'a pas été adoptée. La question avait été longuement débattue au cours de la précédente période biennale, et l'accord auquel on était désormais parvenu a été jugé satisfaisant.

QUESTIONS DIVERSES

Ordre chronologique des informations données dans le document de transport

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.463 (France)
ST/SG/AC.10/C.3/R.490 (HMAC)
ST/SG/AC.10/C.3/R.502 (ICS)
ST/SG/AC.10/C.3/R.549 (Australie)
ST/SG/AC.10/C.3/R.594 (IATA)

206. Dans le document -/C.3/R.463, l'expert de la France a proposé, au nom de la Réunion commune RID/ADR (Réunion commune du Groupe de travail CEE/ONU des transports de marchandises dangereuses et du Comité de sécurité du RID), que l'ordre chronologique des informations données dans le document de transport requis au paragraphe 13.6.2 soit modifié, afin que le numéro ONU apparaisse avant la désignation officielle de transport. La question avait été examinée à la précédente session (document ST/SG/AC.10/C.3/16, par. 170 à 175), et il avait été décidé de consulter d'autres organisations concernées, notamment des organisations non gouvernementales représentant les utilisateurs, afin d'évaluer le coût d'une telle modification.

207. Le représentant du HMAC (document -/C.3/R.490) n'a pas contesté la valeur du numéro ONU pour l'identification des matières en transport international lorsque plusieurs langues sont utilisées, mais il a rappelé que dans la plupart des cas le transport s'effectuait au plan national ou international et qu'il était alors plus important d'avoir accès tout d'abord à la désignation officielle de transport. Le coût d'une telle modification n'était pas négligeable, car il faudrait non seulement modifier les programmes informatiques, mais également former en conséquence les expéditeurs et réviser les manuels de formation.

208. L'observateur de l'Australie (document -/C.3/R.549) a indiqué qu'un sentiment général d'opposition s'était manifesté dans son pays, car la modification en question entraînerait un supplément de coût sans que l'on puisse prévoir un degré de sécurité satisfaisant ou tout autre avantage.

209. L'expert des Etats-Unis a rappelé que l'ordre actuellement recommandé était désormais requis pour les transports internationaux maritimes ou aériens ainsi que dans les réglementations nationales de nombreux pays où les Recommandations sont appliquées, et il a déploré que les organes responsables des modes terrestres en Europe ne suivent pas la recommandation en question, estimant pour sa part que l'harmonisation à cet égard est importante pour le transport multimodal.

210. L'expert de la Belgique a indiqué qu'il n'était pas convaincu que l'harmonisation de l'ordre chronologique était nécessaire, et qu'à son avis on pourrait laisser cette question à l'appréciation de chaque expéditeur. Lors des programmes d'inspection des conteneurs qui étaient exécutés dans son pays, le non-respect de cette règle ne préoccupait guère les autorités chargées des inspections.

211. Il a été rappelé que le Comité pour le développement du commerce (CEE/ONU) préparait une Recommandation No 11 révisée sur la question de la documentation pour le transport de marchandises dangereuses, et que cet organisme avait également souligné la nécessité d'une harmonisation afin que des déclarations individuelles de marchandises dangereuses puissent être utilisées dans une opération de transport multimodal. L'expert de l'Allemagne a également insisté sur la nécessité d'une harmonisation à cet égard.

212. Dans le document -/C.3/R.502, l'ICS a expliqué qu'il n'y aurait que des incidences financières limitées pour l'exploitant des navires et qu'elle serait disposée à appliquer une décision de l'ONU si celle-ci était adoptée ultérieurement par l'OMI. L'on a estimé cependant que toute modification proposée de la procédure existante ne devrait être effectuée que si elle était impérativement nécessaire.

213. Le représentant de IATA (document -/C.3/R.594) a fait remarquer que des modifications de forme de présentation des documents et des programmes informatiques entraîneraient d'importantes dépenses. Il a donc suggéré que la décision soit reportée jusqu'à ce que la présentation du document de transport de marchandises dangereuses en général soit révisée.

214. Le représentant de l'OCTI a expliqué que le numéro ONU était exigé tout d'abord en Europe en raison de la grande variété de langues parlées dans les pays européens et parce que, dans ce contexte, le numéro ONU était plus représentatif du danger dans le transport international que la désignation officielle de transport, laquelle risquait de ne pas être toujours comprise dans les pays de transit. Il a fait remarquer que le numéro ONU pouvait aussi être confondu avec d'autres chiffres requis dans le document de transport (numéro de rubrique pour le RID/ADR, masse, quantité, etc.) s'il ne figurait pas au début. Toutefois, il a ajouté que dans l'optique des travaux futurs de remaniement du RID et de l'ADR et éventuellement des Recommandations de l'ONU, ainsi que du futur recours à l'échange électronique de données pour remplacer la documentation, la proposition en question n'était pas forcément pertinente et qu'une décision à ce stade pourrait être prématurée.

215. Il a été rappelé que, si l'on interprète bien le sens du paragraphe 13.6.2, l'on constate que le numéro ONU dans le document de transport doit être précédé des lettres "ONU" pour éviter toute confusion.

216. Le Président a posé la question de savoir s'il était vraiment nécessaire de modifier le paragraphe 13.6.2 à ce stade. Comme seul un expert (celui de la France) a répondu par l'affirmative, le Président a estimé finalement qu'une telle modification n'était pas nécessaire pour le moment et que la proposition de l'expert de la France présentée dans le document -/C.3/R.463 devrait être rejetée, tout comme l'ensemble des documents portant sur le même sujet.

Document : ST/SG/AC.10/C.3/R.497 (Royaume-Uni)

217. La proposition de renumérotation des paragraphes du chapitre 6 a été acceptée avec de légères modifications destinées à tenir compte du nouveau paragraphe 6.7 (voir l'annexe 1).

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.507 (Autriche)
(Utilisation du terme "liquide" à propos des taux de remplissage
des citernes)

218. L'observateur de l'Autriche a proposé, dans ce document, de clarifier l'interprétation du mot "liquide" aux fins de l'application des Recommandations de l'ONU. Plusieurs experts ont partagé le point de vue selon lequel la définition des conditions de transport pour certaines matières dont l'état physique pouvait subir des changements en fonction de la température de transport posait des problèmes. Ils ont suggéré que ces problèmes soient examinés au cours de la prochaine période biennale. D'autres experts ont rappelé que l'on avait examiné la question au cours du dernier exercice biennal et que le paragraphe 1.10 avait été modifié en conséquence. La proposition, telle qu'elle était rédigée, a été rejetée à une large majorité, et tout expert qui souhaiterait poursuivre l'examen de la question au cours de la prochaine période biennale devrait fournir au Comité une justification écrite.

219. Le Sous-Comité a pris note d'une demande de statut consultatif émanant de la "Society of the Plastics Industry, Inc." (SPI), mais les informations fournies ne l'ont pas convaincu que la SPI pourrait être considérée comme une organisation ayant une réputation internationale bien établie au sens des principes énoncés dans la résolution 1296 (XLIV) de l'ECOSOC. Cette demande n'a donc pas été approuvée.

Restructuration des Recommandations de l'ONU

Documents : ST/SG/AC.10/C.3/R.486 (Etats-Unis)
ST/SG/AC.10/C.3/R.520 (OMI)
ST/SG/AC.10/C.3/R.530 (Secrétariat)

220. L'expert des Etats-Unis a proposé dans le document -/C.3/R.486 de restructurer les Recommandations de l'ONU de façon telle que leur structure puisse servir de modèle à chaque instrument applicable au transport national ou international des marchandises dangereuses, quel que soit le mode de transport. Une telle démarche faciliterait la mise à jour de tous les instruments et ne manquerait pas d'améliorer l'harmonisation.

221. Le Sous-Comité a noté que l'OMI, le Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses (CEE/ONU) et la Réunion commune RID/ADR débattaient aussi actuellement de la restructuration de leurs instruments respectifs, et que d'importants travaux avaient déjà été menés à bien au sujet de l'ADR.

222. Plusieurs experts ont déploré que la décision de restructurer les Recommandations de l'ONU n'eût pas été prise dix ans plus tôt, ce qui aurait permis à toutes les organisations souhaitant restructurer leurs propres instruments de s'en inspirer. Maintenant il serait nécessaire de coopérer étroitement avec toutes les organisations intéressées pour s'assurer que la nouvelle structure répond à leurs besoins et éviter les doubles emplois dans les travaux. Cela entraînerait une charge de travail accrue et impliquerait qu'une telle restructuration, si elle était décidée, devrait être effectuée lentement, avec un nombre de consultations considérable. L'expert de la France

a dit que pendant le temps nécessaire pour procéder à cette restructuration, les amendements au texte des Recommandations devraient faire l'objet d'un degré de priorité moins élevé.

223. Le Sous-Comité a invité, à une large majorité, l'expert des Etats-Unis à soumettre au Comité un exemple plus détaillé du projet de règlement modèle proposé, sur lequel pourrait se fonder l'examen du programme de travail pour le prochain exercice biennal.

TRAVAUX FUTURS

224. Les documents suivants sont renvoyés au Comité :

ST/SG/AC.10/C.3/R.222, -/C.3/R.253, -/C.3/R.364, -/C.3/R.369/Rev.1, -/C.3/R.387, -/C.3/R.388, -/C.3/R.396, -/C.3/R.397, -/C.3/R.422, -/C.3/R.439/Rev.1, -/C.3/R.440 et Corr.1, -/C.3/R.441, -/C.3/R.460, -/C.3/R.467, -/C.3/R.474, -/C.3/R.475, -/C.3/R.481, -/C.3/R.484, -/C.3/R.486, -/C.3/R.488, -/C.3/R.496, -/C.3/R.508, [-/C.3/R.514], -/C.3/R.518, [-/C.3/R.519], -/C.3/R.521, -/C.3/R.522, -/C.3/R.523, -/C.3/R.524, -/C.3/R.525, -/C.3/R.526, -/C.3/R.529, -/C.3/R.535, -/C.3/R.536, -/C.3/R.550, -/C.3/R.552, -/C.3/R.554, -/C.3/R.559, -/C.3/R.570, -/C.3/R.574, -/C.3/R.578, -/C.3/R.583, -/C.3/R.584, -/C.3/R.587, -/C.3/R.589, -/C.3/R.590, -/C.3/R.591, -/C.3/R.592, -/C.3/R.593.

225. La dix-huitième session du Comité devrait se tenir du 28 novembre au 2 décembre 1994 et la date limite de présentation des documents est fixée au 16 septembre 1994. La réunion d'un groupe de travail sur les citernes mobiles est prévue du 28 novembre au 2 décembre 1994 et un groupe de travail sur le remaniement du Manuel d'épreuves et critères est prévu les 28 et 29 novembre 1994.

ADOPTION DU RAPPORT

226. Le Sous-Comité a adopté le rapport sur sa neuvième session ainsi que ses annexes.
